

mêrhaba hêvalnô

nouvelles du
kurdistan



MENSUEL N° 2
15 MARS 2016
PRIX LIBRE



CIVILS EXÉCUTÉS À SUR

Le couvre-feu est fini à Sur, mais le génocide continue... Ce dernier mois a été marqué par les massacres à Sur — centre historique d'Amed. Les pelleteuses seraient rentrées dans la vieille ville pour détruire et élargir les ruelles afin que les tanks puissent entrer et contrôler le territoire.

Ça fait maintenant plus de 100 jours que le quartier de Sur de la ville de Diyarbakır (capitale du Kurdistan nord, nommée Amed en Kurde) subit des bombardements et une loi martiale imposée par l'armée turque sous le nom de « couvre-feu ». Le dernier de ces couvre-feux, en cours depuis le 11 décembre 2015, a déjà coûté la vie à plus de 100 personnes. Depuis le 20 février, environ 200 personnes se trouvent coincé.e.s

dans plusieurs sous-sols de la ville. Ce qui fait écho aux massacres de Cizre du début du mois, quand 60 personnes qui avaient cherché refuge dans le sous-sol d'un immeuble se sont fait massacrer par l'armée turque, une trentaine d'entre elles ayant été brûlées vives. Toute tentative de la part des civils de Sur de rejoindre les immeubles est violemment réprimée.

Le 27 février une grande manifestation a eu lieu dans la ville contre cet état permanent de guerre et pour exiger la libération des gens dans les sous-sols. La manifestation a été violemment réprimée, avec pour résultat la mort d'un jeune homme de 22 ans, Abdullah Yilmaz, tué d'une balle dans la tête.

Le 2 mars, des dizaines de milliers de personnes venant de toute la ville et de ses alentours ont marché vers le centre

♦♦♦ suite p. 2

L'Union Européenne finance Daech : 3 milliards d'euros donnés à la Turquie !

Du regard occidental, l'énoncé peut sembler brutal, hâtif, voire carrément plotiste. Mais si on

écoute les opposants révolutionnaires kurdes quand on leur demande ce qu'ils pensent de ces 3 milliards d'euros promis

par l'Union européenne à la Turquie pour « aider à l'accueil des réfugiés », et dans quelle mesure Daech pénètre les institutions

♦♦♦ suite p.19

POUR TOUTES INFOS,
COMMENTAIRES OU SUGGESTIONS :
actukurdistan@riseup.net



Les habitants de Cizre attendent le jour de vengeance

p. 6



L'autodéfense comme pratique révolutionnaire au Rojava

p. 10



Solidarité concrète : des pansements hémostatiques pour le Rojava

p. 18

au sommaire :

- ♦ Edito p. 2
- ♦ Le mouvement d'autogouvernance kurde au Bakur p. 3
- ♦ Les habitants de Cizre attendent le jour de vengeance p. 6
- ♦ Rojava, comment défaire l'Etat p. 14
- ♦ Oubliez l'ONU ! Rencontrez les réfugié.e.s autonomes au Kurdistan p. 16
- ♦ L'UE finance Daech p. 19
- ♦ Mettre la pression sur le régime turc p. 21
- ♦ Agenda & Newroz p. 22
- ♦ Glossaire et plus... p. 24

Voilà le 2^{ème} numéro mensuel de Merhaba Hevalno !

La situation au Kurdistan, et surtout au Rojava et au Bakur, a beaucoup changé depuis le premier numéro de Merhaba Hevalno. Dans ce deuxième numéro, nous continuons à parler de Cizre, ville kurde située en Turquie où ont eu lieu notamment les massacres aux armes chimiques de la part de l'armée turque, dont on a beaucoup parlé dans le premier numéro. A Cizre, comme dans d'autres villes et régions Kurdes en Turquie, et notamment à Diyarbakır, la situation continue à évoluer: plusieurs 'couvre-feux' ont été levés récemment et, malgré la forte présence de l'armée turque, les gens commencent à reconstruire leurs villes et leurs vies. Cependant, dans d'autres endroits, de nouveaux couvre-feux ont été imposés.

ÉDITORIAL

La situation politique en Turquie, sous le contrôle despotique d'Erdogan et de ses loups, continue à évoluer vers un système de parti unique et une guerre civile. Dans les médias occidentaux, nous avons beaucoup entendu parler de la mise sous tutelle du journal « Zaman ». Ce que nous n'avons pas entendu, tout comme plein d'autres choses, c'est le fait que le parti AKP est en train d'essayer de changer la constitution turque pour enlever l'immunité politique des parlementaires du HDP, pour ensuite les expulser du Parlement et les traîner devant la justice pour « appartenance à un groupe terroriste armé ». Erdogan aurait-il pris quelques leçons en changement de Constitution de notre chère France et son histoire de déchéance de nationalité ? Vu les forts liens politiques et économiques entre les deux pays, et le fait que le discours d'Erdogan sur 'un pays, un drapeau, une langue' a été tiré directement de la république française, cela n'aurait rien d'étonnant.

Au Rojava (Syrie), la situation de guerre permanente fait que l'on n'a pas beaucoup d'informations autres que celles concernant les batailles ou la diplomatie. Les médias parlent brièvement des rencontres internationales entre le PYD et les puissances militaires, etc., mais tout ce jeu d'alliances d'intérêts temporaires n'est pas ce qui nous parle le plus. La situation en Syrie et plus particulièrement au Rojava étant très complexe (Etat turc au nord, Daech au sud et à l'ouest, embargo de la région autonome kurde d'Irak à l'est), et tenant compte de notre compréhension partielle et lointaine, nous ne rentrerons pas dans un discours critique trop virulent. En même temps, nous ne pouvons pas ne pas nous poser des questions sur notre soutien à une révolution qui collabore directement avec des Etats impérialistes parmi les plus puissants au monde. Nous continuons de chercher des informations, des témoignages, des nouvelles, des analyses et des critiques, pour avoir et pour pouvoir transmettre une vision plus complète d'une situation et d'une révolution très complexe mais qui nous interroge et nous inspire.

Pour un résumé historique des luttes au Kurdistan, vous pouvez regarder dans le premier numéro du Merhaba Hevalno mensuel : sur <http://kedistan.net> par exemple...

Bonne lecture!

Ce bulletin mensuel autour de l'actualité du Kurdistan est notamment rédigé depuis la ZAD de NDDL, mais pas seulement ! Un certain nombre de camarades de Toulouse, Marseille, Angers, Lyon et d'ailleurs y participent...

Pour nous contacter : actukurdistan@riseup.net

*** suite de la p. 1

ville d'Amed, pour ensuite continuer vers le quartier assiégé. Des confrontations violentes entre manifestant.e.s et soldats ont eu lieu. Beaucoup des manifestant.e.s portaient des masques représentant les visages de celles et ceux massacrés à Cizre et Silopi. L'immense foule a réussi à démanteler des barricades policières, en criant « Le PKK est le peuple, et le peuple est là ». Selahattin Demirtas, co-président du HDP, a appelé les gens à continuer la marche malgré les attaques violentes de la police et l'armée : « Le but n'est pas une manifestation d'une heure. Nous essayons de briser le siège de Sur ». Malgré la résistance, l'armée turque a continué à bombarder le quartier.

Dans un communiqué du HDP publié le 6 mars et relayé par le CDKF (Conseil Démocratique des Kurdes de France) on apprend que, après des rencontres « longues et ardues avec le gouverneur de Diyarbakır, 50 civils ont été évacués du district de Sur ». Voici des extraits de ce communiqué :

« Le 2 mars 2016, 11 personnes ont été évacuées. Elles ont toutes été incarcérées, à l'exception de Ridvan Tuncer qui, grièvement blessé, a été transféré dans un hôpital.

Le 3 mars 2016, 33 citoyen.e.s, dont 5 femmes, 11 enfants et 17 hommes ont été évacués.e.s. Durant l'évacuation, les forces de sécurité turques ont tiré sur le groupe, tuant une personne du nom de Yunus Suslu. Tandis que 4 des personnes évacuées ont été hospitalisées, 22 autres ont été incarcérées. 7 enfants dont les parents étaient détenus ont été envoyés dans un foyer.

Aujourd'hui (6 mars), nous avons appris, au cours d'une courte communication téléphonique avec des civils à Sur, que les forces armées avaient bombardé une maison dans laquelle se trouvait une famille de 3 personnes. La maison a été détruite et, depuis, plus aucun contact n'a pu être établi avec les occupant.e.s. Le Gouverneur de Diyarbakır et toutes les autorités concernées ont été informées des récents événements. Il n'y a cependant eu aucune amélioration de la situation.

A ce jour, nous n'avons pas d'informations sur le nombre de civils encore vivants dans les quartiers placés sous couvre-feu. »

Depuis le 10 mars, CNN turc et l'agence de presse étatique Anadolu ont annoncé la fin des opérations policières et militaires à Sur ; le même jour, le ministre de l'intérieur turc Ekan Ala a annoncé que les opérations militaires commenceraient dans les

jours à venir dans la ville de Geve (Yukseva en Kurde), située dans la région de Hakkari. Depuis, des couvre-feux ont été décrétés le 12 mars à Nusaybin (province de Mardin), et le 13 mars à Geve où les unités YPS et YPS-JIN résistent contre les avancées des véhicules blindés et des pelleteuses dans les quartiers d'Esentepe et Esenyur.

En ce qui concerne Sur, l'Etat turc aurait fait entendre que, malgré la 'fin des opérations', le couvre-feu restera en place. Alors que les 'opérations policières et militaires' (arrestations, exécutions, massacres etc.) ont eu lieu jusqu'à maintenant sous couvert euphémique de 'couvre-feu', on se demande bien ce que l'Etat turc veut exprimer par cette nouvelle annonce, à part son hypocrisie. En attendant, la population de Sur continue à ramasser les cadavres dans la rue. Le 11 mars encore, les corps de 3 personnes, un homme et deux femmes, ont été emmenés à l'hôpital de Diyarbakır. Selon les rapports médicaux, les visages des deux femmes n'étaient plus reconnaissables...

Et pendant ce temps l'Etat turc négocie combien de milliards d'euros l'union européenne va lui donner pour empêcher les migrants d'arriver jusqu'en Grèce.



LE MOUVEMENT D'AUTO-GOUVERNANCE KURDE DANS LA TURQUIE DU SUD-EST

Traduction d'une interview avec Haydar Darıcı, chercheur en histoire et anthropologie à l'Université du Michigan par le site Left East, le 22 déc 2015.

Rossen Djagalov : Peux-tu nous expliquer les origines du mouvement d'auto-gouvernance ?

Haydar Darıcı : Avant de commencer à expliquer ce qui se passe actuellement au Kurdistan Turc, il y a deux choses que je tiens à dire sur la transformation historique des politiques kurdes. Premièrement, le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan), acteur central du mouvement pour la libération du peuple Kurde, avait initié une guérilla contre l'Etat turc pendant les années 1980. Il a ensuite reçu de plus en plus de soutien de la part de la population Kurde. La lutte n'avait pas seulement réussi à créer des zones libérées dans les montagnes autour du Kurdistan, mais elle a aussi su politiser et mobiliser les populations Kurdes dans les villes. Ce mouvement définissait la guérilla dans les montagnes et la culture politique des protestations dans les villes comme un processus de rébellion. Le mouvement considérait que, tout comme les montagnes, la libération des villes était un point décisif pour atteindre la liberté. Cela veut dire que la guerre actuelle sera désormais menée en ville plutôt que dans les montagnes. Le mouvement appelle ce nouveau processus, commencé depuis près de 5 ans, le processus de construction.

Le deuxième point est le fait qu'au moment de l'apparition du PKK et pendant les années qui l'ont suivi, le but était la création d'un état-nation socialiste Kurde. Cependant, les acteurs principaux du mouvement Kurde ont commencé, vers la fin des années 1990, à critiquer l'état-nation ainsi que l'idée même de nation. Il s'agissait d'une critique nourrie et informée par les expériences des mouvements de résistances anticolonialistes et de l'échec des états-nations qui en ont émergé. Cette critique a mené à des changements fondamentaux au sein du mouvement Kurde, renonçant à l'idée de créer un Etat-nation kurde. La question fut posée : Est-il possible pour un mouvement de libération nationale d'aller au-delà de l'idée de la nation et de l'état-nation - idées sur lesquelles le mouvement se fondait au départ - et de créer un modèle révolutionnaire qui ne libérerait pas seulement les Kurdes mais aussi le reste du Moyen-Orient ? Ce modèle, formulé majoritairement par Abdullah Ocalan depuis la prison, s'appelle l'Autonomie Démocratique.

Cela fait maintenant quelques années que le mouvement Kurde a commencé à vivre des expériences locales d'autonomie démocratique. Ce modèle cherche à créer des zones hors de l'Etat plutôt que de créer un Etat Kurde. Je tiens à ajouter que ce fut les jeunes et les enfants Kurdes qui ont posé les fondations sur lesquelles l'autonomie

démocratique a pu être construite. A partir de la fin des années 90 la jeunesse a mené une politique radicale dans les rues, vivant des affrontements quasi quotidiens avec la police, en jetant des pierres et des cocktails molotovs. A travers cette politique radicale, ces rues ont été transformées en lieux politiques et les jeunes ont réussi à rendre leurs quartiers et leurs villages inaccessibles pour la police.

L'autonomie démocratique, à travers les communes établies dans les quartiers, cherche à transformer plusieurs domaines de la vie sociale : la loi, l'économie, la santé, l'éducation et l'auto-défense, entre autres. Pour donner quelques exemples, les acteurs politiques locaux ont créé leur propre système judiciaire pour résoudre des problèmes au sein de la communauté, sans avoir recours au tribunal de l'Etat. Ils sont actuellement en train de mettre en place des coopératives dans le cadre de la création d'une économie alternative. Les jeunes qui sont formé-e-s et armé-e-s dans le cadre du YDG-H (Mouvement Patriotique des Jeunes Révolutionnaires) ont pris en main la responsabilité de l'auto-défense de leurs quartiers. Les femmes sont autant actives que les hommes lors de tous ces processus, par le biais de leurs nombreuses organisations. Il existe un système de co-présidence appliqué dans toutes les villes Kurdes, c'est-à-dire que du bas vers le haut et à tous les niveaux, il y a un homme et une femme qui partagent le rôle de président. En ce qui concerne l'égalité des genres, plutôt que d'essayer par l'éducation de convaincre des hommes de partager le pouvoir avec les femmes, le mouvement valorise les femmes. Celles-ci ont les mêmes droits et responsabilités, et sont libres de créer leur propres organisations dans lesquelles les hommes n'ont pas le droit d'intervenir.

Quel était, selon ce que tu as vu et vécu, le contexte idéologique du mouvement d'auto-gouvernance ? Quelles sont les littératures qui sont lu, et les idées qui circulent ?

Il y a une variété de littérature qu'on lit et qu'on fait circuler dans les prisons, les campements de guérilla et dans les villes. Il s'agit des classiques Marxistes et post-Marxistes, anarchistes, les études post-coloniales, les théories féministes et écologiques, ainsi que les œuvres d'Ocalan, publiées majoritairement en prison. Mais je dirais que, plus précisément, ce sont « Empire et Multitude » de Negri et Hardt ainsi que les livres de Murray Bookchin sur l'écologie et l'autonomie qu'on pourrait considérer comme étant, entre autres, les textes constitutifs de cette nouvelle phase du mouvement.

A quel point as-tu pu observer ce processus ?

J'ai habité Cizre pendant un an et demi entre 2013 et 2015, où j'ai mené des recherches ethnographiques sur les politiques de la

au Bakûr :

♦ Il semble que l'usage d'armes chimiques est en train de devenir monnaie courante dans l'armée turque et chez son allié Daech. Le 16 février, quatre membres des YPG/YPJ ont été tués lors de bombardements de l'armée turque sur le mont Bagok, dans la région de Sirnak. Les civils qui ont essayé de récupérer les corps ont aussitôt présenté les symptômes d'une réaction allergique : irritations au niveau des yeux, du nez, ainsi que des irritations de la peau. Les médecins de Bagok ont confirmé que ces réactions étaient en effet dues à l'usage d'armes chimiques par l'armée turque. (Source : kurdishquestion.com)

♦ Comme si les soldats turcs massacrant les populations au Kurdistan n'avaient pas assez d'impunité comme ça, le **gouvernement AKP est maintenant en train de rédiger une nouvelle loi pour légaliser les meurtres commis au nom de la « lutte contre le terrorisme »**. Si la loi est appliquée, les victimes n'auront le droit d'attaquer les forces armées turques en justice qu'après avoir fait une demande auprès du ministre de la défense nationale et du premier ministre, qui ne sont pas très favorables à ce type d'investigation. (Source : anfenglish.com)

♦ **Şirnak**. Cemile raconte que, dans les années 1990, elle et ses proches ont dû quitter Bestia pour rejoindre Şirnak (la ville la plus proche). A présent l'Etat turc essaie de les chasser de cette ville. « *Les massacres actuels sont équivalents à ceux des années 90. Mais à l'époque quand l'un de nous mourait, on était en deuil pendant des jours. Alors qu'aujourd'hui, tout est différent, nous ne pouvons pas faire le deuil.* » (Source : jinha.com.tr)



♦ **Lors des manifestations du 8 mars à Nusaybin**, les groupes d'autodéfense de femmes (YPJ-JIN) ont rendu un hommage à Sêvê (députée DBP), Pakize (co-présidente de l'assemblée d'habitants de Silopi) et Fatma (membre du KJA) assassinées le 4 janvier par l'armée turque. « *Elles sont devenues un symbole de la lutte des YPJ-JIN. On appelle toutes les femmes à venir derrière les barricades et à résister avec nous contre les massacres policiers [...] Les femmes combattent le système colonial et continuent à écrire l'histoire.* » (Source : jinha.com.tr)

♦ **Les murs parlent**. « *L'Etat turc écrit sa masculinité sur les murs de Cizre* » écrit Jinha.com. Après le départ des soldats turcs et la levée du couvre-feu, on pouvait lire ce type de graffitis sur les murs : « *Les filles, on est là* » ou encore « *Vous êtes où les filles ?* »

jeunesse kurde. Après avoir terminé mes études, j'y suis retourné pour rendre visite.

Quelles sont les impacts de la création de l'auto-gouvernance locale sur les structures politiques du HDP? Quelle est l'interaction entre ce mouvement et le mouvement d'autonomie au Rojava, de l'autre côté de la frontière syrienne ?

Le mouvement d'autonomie au Rojava s'inspire des idéologies formulées par Abdullah Öcalan. Il a vécu longtemps au Rojava avant son arrestation. C'est pour cela qu'il a une grande influence sur la population là-bas. Malgré le fait que le YPG et le PKK soient deux organisations différentes, ils partagent la même idéologie. On sait qu'il y a eu beaucoup de combattant-e-s du PKK qui sont parti-e-s rejoindre les combats au Rojava. Lors que je faisais mes recherches à Cizre, il y a eu beaucoup de jeunes de cette ville qui ont rejoint le YPG.

Actuellement, beaucoup des gens qui se sont battus au Rojava viennent rejoindre la résistance contre l'état turc, à Cizre ou dans d'autres villes. Le processus de construction de l'autonomie au Rojava a aidé à lancer ce même mouvement au Kurdistan en Turquie. Les acteurs politiques au Kurdistan turc passaient régulièrement la frontière pour aller au Rojava et y ont appris énormément sur la situation et l'expérience là-bas. Tout ça pour dire que le Rojava et le Kurdistan turc restent fortement liés.

Le HDP a aussi été fondé dans le cadre de cette nouvelle phase du mouvement mais il était sensé s'organiser surtout (mais pas exclusivement) dans l'ouest de la Turquie. Agissant ensemble avec les gauchistes, anarchistes, féministes et tout autre groupe d'opposition, le HDP cherchait à transposer la lutte au Kurdistan dans la partie ouest de la Turquie. Je dirai que, même si le HDP a eu des bons résultats aux élections, il n'a pas réussi à porter une politique révolutionnaire. Il y a beaucoup des raisons pour expliquer cela : le HDP transposait ces politiques révolutionnaires sur le terrain problématique du multiculturalisme, et n'a pas réussi à aller au-delà des discours libéraux concernant la paix et les droits de l'homme. Cette perspective ne leur a pas réussi en ce qui concerne la question de la violence. Je veux dire par là que, lorsque la jeunesse au Kurdistan était en train de monter une lutte armée et radicale contre l'Etat, le HDP faisait semblant qu'une telle résistance n'existait pas, et qu'il ne s'agissait que de violations des droits de l'homme de la part de l'Etat turc. Le HDP faisait face à un dilemme : faire de la politique dans deux mondes radicalement opposés.

Ça fait déjà très longtemps que la population au Kurdistan est politisée, alors que dans les régions turques les groupes d'oppositions se sont fait majoritairement marginalisés, à l'exception du mouvement Gezi qu'on pourrait considérer comme un point de rupture. De plus, le Kurdistan est un pays colonisé où la violence étatique, tout comme la résistance, est à vif. Mais au lieu de vraiment confronter ce dilemme et ensuite trouver des manières de s'organiser dans l'ouest (de la Turquie), le HDP choisissait le chemin le plus facile, en embrassant le discours du multiculturalisme.

La société kurde est largement hétérogène. A côté des sympathisants de l'autonomie Kurde et du socialisme démocratique, il existe un nombre non-négligeable de Kurdes conservateurs et islamistes, dont certains militent fortement contre tout ce qui ressemble au PKK. Et c'est possible qu'il y ait un certain nombre d'hommes d'affaires kurdes ou de chefs de tribu qui ne seront pas forcément d'accord avec certaines pratiques de l'auto-gouvernance locale. Certains de ces éléments ont voté AKP lors des dernières élections. Certaines régions touchées par le mouvement sont d'ailleurs assez diverses ethniquement parlant, comprenant

les populations turques et arabes. Comment ce mouvement navigue-t-il entre ces failles ?

Le mouvement Kurde est devenu, avec le temps, une puissance hégémonique au Kurdistan ainsi que dans les quartiers populaires kurdes dans l'ouest de la Turquie. Il a alors réussi à politiser et contenir à la fois des personnes croyantes et non-croyantes. Il est devenu le seul mouvement en Turquie capable d'aller au-delà des lignes binaires. En ouvrant de nombreux lieux politiques et sociaux pour des groupes variés, le mouvement a su attirer à la fois les classes populaires et les classes moyennes. Il a aussi reçu du soutien des tribus kurdes partout au Kurdistan. Même des familles de paramilitaires qui se sont battus contre le PKK pendant les années 1990 ont commencé à le soutenir.

L'enjeu en ce moment est le fait que la lutte kurde est en train de changer de forme, et que certains ont du mal à s'y adapter. Par exemple, la marge de manœuvre des actions politiques civiles est beaucoup plus restreinte face à l'intensification de la violence d'Etat vis-à-vis du processus d'autonomie. Les classes moyennes des grandes villes comme Diyarbakır et Van, actives auparavant dans les politiques civiles et les ONG, ont l'air d'hésiter à participer aux mouvements politiques actuels, alors que les quartiers pauvres de ces mêmes villes se sont mobilisés de plus en plus. Dans certaines villes où le mouvement kurde était fort mais n'était pas hégémonique, les gens sont restés largement silencieux dans la mesure où ils ne pouvaient pas déclarer leur autonomie et du coup n'ont pas soutenu la résistance dans d'autres villes. Ce sont les villes où le mouvement kurde était historiquement hégémonique (à Cizre, Silopi, Geve, Lice, Silvan, Nusaybin, etc.) qui endossent le nouveau processus du mouvement. Je tiens aussi à ajouter que ce fut les jeunes qui ont été les acteurs principaux du mouvement Kurde, et ce sont ces jeunes gens qui définissent le rôle de la politique au sein de ce nouveau processus et qui sont les plus efficaces quand il s'agit de résister contre l'Etat.

Pour en finir, nous sommes au milieu d'un processus où la lutte kurde est à la fois en train de monter en puissance dans certains endroits, et de se faire marginaliser dans d'autres. Mais je crois qu'à long terme, ces endroits se radicaliseront aussi car l'autonomie est en train de se construire de manière de plus en plus en forte dans d'autres villes.

Quelles sont les perspectives concernant la propagation du mouvement de l'auto-gouvernance dans des parties de la Turquie qui ne sont pas traditionnellement Kurdes ? Une telle expansion est-elle faisable en tenant compte de la hausse du nationalisme turc (anti-kurde) et le rôle que cela a joué dans la dernière victoire électorale de l'AKP ? Vue l'intensification de la militarisation de la région, est-ce qu'il reste la moindre possibilité de maintenir et de garder en place le mouvement d'auto-gouvernance ? Quelles sont les perspectives du mouvement ?

Ce mouvement d'autonomie démocratique pose un défi immense pour l'Etat turc, étant donné qu'il s'agit d'une zone dans laquelle l'Etat réclame son autorité alors que sur place il y a une vie anticapitaliste qui se met en place. De plus, à long terme, ce mouvement peut potentiellement se propager dans d'autres régions de la Turquie. L'année dernière, l'Etat turc a essayé de rentrer dans les quartiers pour arrêter des gens, dans une tentative de combattre cette propagation potentielle du mouvement. Les jeunes se sont alors mis à creuser des tranchées profondes aux entrées des quartiers, et à tenir leurs barricades, les armes à la main. Les forces de sécurité turques n'ont pas réussi à dégager ces barricades, ni les jeunes qui les tenaient. Suite aux élections générales du mois de

juin, le gouvernement a déclaré la fin des négociations et a lancé des attaques encore plus brutales contre des villes kurdes.

Dans beaucoup de villes au Kurdistan des couvre-feux ont été déclarés, parfois durant plusieurs semaines. Les snipers tiraient sur toutes celles et ceux qui n'obéissaient pas. Postés tout autour, des chars militaires bombardaient les villes. N'étant pas capable de réinstaurer son autorité, l'Etat turc a alors tenté de rendre les villes kurdes inhabitables. Les blessés n'avaient pas le droit d'être emmenés à l'hôpital. Les morts n'avaient pas le droit de se faire enterrer. Les gens passaient leurs nuits à mettre de la glace sur les cadavres de leurs proches pour éviter qu'ils ne pourrissent. Mais, malgré tout ça, l'Etat ne pouvait pas entrer dans les quartiers face aux jeunes qui creusaient des tranchées de plus en plus profondes et qui renforçaient leur arsenal. Pour se protéger des balles de snipers, ils accrochaient des énormes draps au-dessus des rues pour bloquer la vue. C'est une stratégie qu'ils avaient apprise au Rojava. Ils cassaient aussi des murs entre les maisons et passaient d'une maison à l'autre, partageant de la nourriture et aidant les blessés, sans mettre un pied dehors. On pourrait dire qu'ils sont en train de refaire l'architecture des villes pour les rendre plus appropriées à l'auto-défense. Plusieurs villes kurdes, y compris Cizre, Silopi et Nusaybin, sont actuellement sous couvre-feu. Ces villes sont entourées de chars et de snipers. Le premier ministre Davutoglu a déclaré récemment en disant qu'ils allaient « purifier » ces villes, maison par maison. L'Etat essaye de détruire l'autonomie qui se met en place au Kurdistan, au prix de destructions de villes entières et de meurtres de beaucoup de gens. Et les populations du Kurdistan, notamment des jeunes, sont en train de résister contre la mort.

L'autonomie au Kurdistan, vue l'extrême violence étatique, est-elle viable ? Moi je crois que oui. Parce que l'Etat ne peut pas gagner une telle guerre, quelque soit le niveau de brutalité. Au début des années 1990, il n'y avait que les militants du PKK qui étaient impliqués dans des conflits armés dans les villes. Mais maintenant, la différence entre guérilla et citoyen ne devient de plus en plus floue. Les civils sont armés et se défendent.

Cette lutte cherche à ne pas transformer uniquement la Turquie mais également l'ensemble du Moyen-Orient. C'est-à-dire que les tentatives d'autonomie démocratique ainsi que l'auto-défense en cours actuellement au Kurdistan turc, et de manière plus forte au Kurdistan syrien (Rojava), pourrait servir comme modèle pour toute la région et peut-être au-delà. Mais la question qui reste est la suivante : comment ce modèle peut-il se propager ailleurs ? Comme je l'ai déjà dit, le HDP n'a toujours pas réussi à appliquer ces politiques dans les régions non-Kurdes de l'ouest de la Turquie. En Syrie, le mouvement se limite au Rojava. Dans le canton de Cezire (Rojava), il y a plusieurs ethnies et groupes religieux qui ont participé à la mise en place de l'autonomie en créant leurs propres institutions. Cela est une preuve que les politiques de ce mouvement ne parlent pas qu'aux Kurdes. Ceci dit, en ce qui concerne la Turquie ainsi que le reste du Moyen-Orient, je ne saurais pas dire à quel point l'autonomie démocratique pourrait servir de modèle à l'ensemble de la région.

Source

<http://www.criticatac.ro/lefteast/kurdish-self-governance/>



ENTRETIEN AVEC SERWEBÛN LES HABITANTS DE CIZRE ATTENDENT LE JOUR DE VENGEANCE

Reportage et témoignage du journaliste Osman Oğuz publié le 24 février sur 'PolitikArt' et sur son blog, sur la résistance de Cizre.

Kedistan.net en propose la version en français.

A l'époque où nous étions étudiants à l'Université de Dicle à Amed (Diyarbakir), nous étions logés ensemble avec Serxwebûn. Lors des boycotts traditionnellement très animés, des actions quasi quotidiennes du campus, on se saluait, on scandait des slogans ensemble. Ensuite, nos chemins se sont séparés, le sien, l'a amené dans le brasier. Le fait d'entendre sa voix, des années plus tard, éveille une drôle de sensation...

Serxwebûn, se trouvait dans sa ville natale Cizre, depuis le début du blocus de l'Etat et la résistance pour l'autonomie. Il a été témoin de la barbarie et d'une grande résistance qui se déroulaient dans les rues où il est né et a grandi. Les résistants lui ont demandé, comme testament, « parle de nous », alors il continue à en parler...

Bien que les paroles soient insuffisantes, nous avons discuté avec Serxwebûn, comme on a pu, de ce qui se passe à Cizre, de la violence d'Etat, de la résistance, et de l'identité de ceux qui sont morts. Il y a tellement de choses importantes à dire, que pri-

vilégier certaines d'entre elles serait injuste. Alors, pour bien faire, prêtez l'oreille aux propos de Serxwebûn, qui a été témoin de tout, du début à la fin, et choisissez vous-mêmes les priorités.

(Vous savez que ceux dont le vrai ennemi est « la vérité », voient comme sort les pires persécutions, de plus dans une enveloppe judiciaire. Oui, son nom n'est pas Serxwebûn^[1]. Mais ces terres ne s'appellent pas la Turquie non plus, alors on est quittes...)

◆◆◆◆◆

Avant tout, dans quel état es-tu, comment vas-tu ?

Comment veux-tu que je sois. J'essaie de récupérer. Je me suis rendu compte qu'on devrait passer à une période de récupération. Les personnes qui sont mortes, étaient mes amis très proches. Le fait d'être parti de ce sous-sol, de les avoir quitté, était un complet hasard. Je suis parti, puis j'allais y retourner, puis la route a été fermée. C'était des camarades infiniment proches. Le plus désolant est le fait que la majorité étaient des civils, des étudiants... Une personne qui combat, peut mourir dans le combat, c'est aussi douloureux mais différent. Mais, on est encore plus triste pour celui qui n'a jamais combattu, je ne sais pas moi, qui est

[1] Serxwebûn est donc un alias. Ce joli mot veut dire en kurde « indépendance » et c'est aussi le nom de l'organe de publication du PKK depuis sa naissance.

juste présent par dévouement, qui ne se défend pas. Quand on pense comment ils ont été tués, on se déchire.

Depuis quand tu étais à Cizre ?

Cela fait pile un an.

Maintenant, l'Etat dit : « L'opération est terminée avec réussite. » Qu'à-t-elle fait cette opération à Cizre ?

A vrai dire, tout le monde voit le résultat, clairement. Les images prises par l'agence de l'Etat, depuis des blindés, mettent à jour, l'état dans laquelle est mise l'infrastructure de la ville, les habitations, les avenues. Mais à part cette destruction, il y a bien sur aussi, l'impact que cela a fait sur les gens.

L'Etat annonce « J'ai apporté la sérénité », « J'ai fait une opération réussie », mais désormais, les gens d'ici, se souviendront de l'Etat avec cette épave. De toutes façons, depuis des années, quand on dit Etat, les gens pensent à ce genre de choses, et pas à autre chose.

Déjà, la raison qu'une résistance soit organisée à Cizre aujourd'hui, n'était pas les épaves que l'Etat a créés dans le passé ?

Je dis toujours : les jeunes qui résistent contre l'Etat aujourd'hui sont les jeunes qui lançaient des pierres contre lui. Etant enfants ils ont lancé des pierres, mais l'Etat au lieu de comprendre ces enfants, ou de

RETOUR À CIZRE

Dans le premier numéro, nous avons beaucoup parlé de la ville de Cizre, et surtout des massacres qui y ont eu lieu au mois de février. Même si le couvre-feu est officiellement levé, l'armée turque reste très présente. Les habitant.e.s commencent à revenir et à reconstruire leur ville, dévastée par les bombes d'Erdogan. Nous avons traduit et publions des extraits de textes pour donner la parole aux gens, adultes et enfants, qui vivent et reconstruisent la ville actuellement. Pour Fidan, Cesur, Bawer et Muhammed.

FIDAN.

Des centaines de civil.e.s ont été tué.e.s ici pendant les 79 jours d'attaques génocidaires commises par l'état turc. Selon certains rapports, des milliers de maisons ont été entièrement démolies. La population de Cizre soigne ses blessures avec de la solidarité. « Cizre résiste encore, et sa résistance continuera avec de la solidarité », dit Fidan Kanlibas, de l'Association Solidarité et Aide de Rojava. « Tout le monde est en train de travailler sur la reconstruction de Cizre. Tous les gens du Kurdistan, de Turquie, et du monde entier devraient soutenir la reconstruction de la ville ».

L'association a été fondée pour la reconstruction de Kobané. Mais elle apporte son aide à Cizre. Ils et elles étaient venu.e.s à Cizre dès que le couvre-feu a été levé. Fidan déclare que certain.e.s personnes continuent à vivre dans les maisons démolies. « Les familles qui ont fui la ville sont revenues dans leurs maisons. Elles passent leurs nuits autre part, mais la journée elles reviennent à leurs maisons, qui n'ont ni électricité ni eau.

Fidan continue en disant que les forces de l'état continuent à bloquer les travaux. « Ils empêchent les véhicules officiels de la municipalité et nos camions de distribuer de la nourriture. »

CESUR et BAWER.

Les enfants qui ont vécu sous les bombes pendant plus qu'un mois nous partagent leurs expériences. Cela fait maintenant 4 jours que ces enfants, dont beaucoup ont assisté à des attaques violentes pendant le couvre-feu, commencent à sortir dans les rues de Cizre. Ils et elles jouent dans les décombres de leurs quartiers, et se rappellent ce qu'ont dit leurs parents

quand ils parlaient des massacres de l'État. Ils disent que les combattant.e.s tué.e.s seront vengés. Cesur, un garçon de 12 ans, décrit le conflit ainsi : « Erdogan a envoyé l'armée et la police à Cizre, ils ont bombardé partout, tuant surtout les enfants. Pourquoi Erdogan a-t-il tué des enfants ? Beaucoup de gens sont fâchés parce qu'ils ont détruit nos maisons, mais ils ont aussi détruit des mosquées. Nous nous demandons pourquoi Erdogan a détruit nos maisons, mais il a même détruit la maison de Dieu parce qu'il est l'ennemi de Dieu. »

Alors que Bawer, garçon de 10 ans, commençait à parler d'un.e combattant.e qui s'est fait blesser au niveau du pied, ses amis l'ont interrompu parce que « c'est secret ». Il a continué en disant que les jeunes résistant.e.s qui protégeaient le quartier lui manquaient beaucoup. Puis il a promis que lui et ses amis remplaceront les combattant.e.s tombé.e.s et empêcheront la police d'entrer dans leur quartier.

MUHAMMED.

Muhammed Tahir ramasse des éclats d'obus pour sa collection, et nous montre un morceau de la bombe qui a détruit sa maison. Il dit qu'Erdogan avait détruit des vies de beaucoup de gens, et que tout le monde le détestait. Il dit aussi que les soldats et les policiers détestent les habitant.e.s de Cizre parce qu'ils avaient écrit les injures sur les murs dans et autour de son quartier.



réaliser leur revendications, les a attaqués d'abord avec des gaz lacrymos, ensuite avec des armes. Ensuite ces enfants ont été arrêtés. Regardez le passé de chacun d'eux, ce sont des enfants qu'on appelle « victimes de TMK^[2] » Maintenant ces enfants ont grandi.

La résistance de Kobanê, comme dans tout le Kurdistan, a changé beaucoup de choses à Cizre aussi. Mais la situation des jeunes de Cizre était un peu différente. Tu sais bien, Cizre, pour le mouvement de libération de Kurdistan, est une ville symbolique. Les jeunes ont commencé à s'organiser ici, depuis 2009. Leur objectif principal était plutôt protéger au sens général, la ville dans laquelle ils vivait, que le combat armé contre l'Etat ou de l'autodéfense physique.

C'est à dire, que faisaient-il ?

Ces jeunes, ont stoppé à Cizre, le vol, la drogue et la prostitution... Tout le monde le sait dans quel état était cette ville en 2009. C'était comme la période, où les gens ne pouvaient même pas traverser les rues de Diyarbakır, de Bağlar ; l'Etat avait mis Cizre dans le même état après les opération contre le KCK [Koma Civakên Kurdistan, Le groupe des communautés du Kurdistan] en 2009. A chaque coin de rue, il y avait des voleurs, des dealers, des prostituées et les jeunes étaient transformés en espions. Dans un premier temps, les jeunes ont commencé à s'organiser comme une réaction contre tout cela, et dans la mesure où ils ont réussi, sont devenus le cible de l'Etat.

Quand est-ce que les premières tranchées ont commencé à être creusées ?

Lors du processus de Kobanê, l'organisation a gagné de la vitesse. Et, les descentes dans les maisons ont commencé à ce moment là. Après, pour empêcher ces descentes et les arrestations, les tranchées ont été creusées. Les tranchées sont restées dans la ville pendant un an, l'Etat n'a mis personne en garde à vue, il n'y a pas eu d'attaques sérieuses. Les choses étaient normalisées ; l'Etat et les jeunes s'étaient en quelque sorte entendus. Il y avait comme un accord tacite « Tu n'entres pas dans nos limites et nous n'interviendrons pas. »

Tout au long de cette année, dans la ville, il n'y a eu aucun mort, ni blessés, ni même d'actions. Un moment il y a eu quelques attaques et 5 jeunes y ont perdu la vie, mais c'était arrivé à cause de la provocation de Hûda Par^[3].

[2] Victimes de TMK : Dans les villes de Sud Est de la Turquie, après la réforme dans la loi, de la lutte contre le terrorisme (TMK) en 2006, des mineurs ont été arrêtés, jugés et incarcérés en prison adultes, en violation des droits d'enfants. La plupart ont été arrêtés, sur soupçons infondés, parce qu'il y avait la marque de pierres dans leur paume, ou ils étaient transpirants etc...

[3] Hûda Par : Un parti islamiste et anti-kurde qui attire les sympathisants du Hezbollah turc, groupe militant sunnite actif dans les années 1990.

Dans cette période Öcalan a demandé la suppression des tranchées et les jeunes les ont bouchées en une nuit. Voilà. L'Etat essaye maintenant de les fermer depuis des mois, alors qu'avec une parole d'Öcalan, c'était réglé en une nuit. Mais après la suppression des tranchées, les jeunes ont continué à faire la garde et protéger leurs quartiers.

Malgré la suppression des tranchées, l'Etat a continué ses attaques. Les gardes à vue, les arrestations ont recommencé, et les jeunes qui participaient même à la moindre manifestation se faisait tirer dessus. Après cela, les jeunes ont recommencé à creuser les tranchées et mettre des barricades en place. Ils ont renforcé leur organisation à chaque attaque et ils ont commencé à résister de plus belle. A la fin du couvre feu de 9 jours, déjà, presque chaque maison de la ville était devenue un lieu de résistance. C'est la raison principale pour que la résistance puisse durer aussi longtemps : elle s'est étendue à toute la ville, tout le monde a résisté en faisant ce qu'il pouvait.

Ces jeunes sont ces jeunes là. Les jeunes que l'Etat poussait vers la prostitution, drogue et espionnage... Les jeunes qui voient la réalité de l'Etat et qui se rebellent.

Nous voyons pas mal de chiffres [sur les morts], tous les jours nous nous battons avec des chiffres. Mais il y a une histoire de vie derrière chaque nombre... Tu connais presque tous, tu es l'enfant de là-bas.

Comment les jeunes résistaient-ils ?

Malgré leurs moyens réellement limités, ils ont fait une résistance honorable, contre dix mille militaires professionnels d'un Etat qui dit qu'il possède une des meilleure armée du monde, dotée de toutes technologies et une force extraordinaire. Je peux dire que cette résistance continuait même dans le sous-sol.

Parfois dans la presse turque, on voit des nouvelles comme « tant d'armes ont été saisies », « ils possédaient tant de munitions ». Nous étions là. Nous avons vu, avec quoi ces jeunes résistaient... Avaient-ils des armes ? Oui, bien sûr. Mais sois-en sûr, l'arme de chaque jeune à terre, était récupérée par un.e autre, parce que le nombre d'armes qu'ils possédaient était très limité. Les chars avaient encerclé la ville et sans cesse, ils tiraient au canon sur le centre ville. Ensuite ces chars ont essayé de s'introduire dans les quartiers. Les jeunes ne pouvaient pas faire grand chose face aux chars. Ils prenaient des couvertures et plaids et les jetaient sous les chenilles pour les bloquer. Plusieurs d'entre eux ont été blessés en jetant des couvertures. Les chars ne pouvant pas avancer sur des couvertures, continuaient à

tirer au canon, de là où ils étaient bloqués. Des blindés venaient pour les débloquent et les jeunes résistaient en lançant des cocktails Molotov sur ces véhicules.

Ils n'ont jamais eu des conditions égales. Ils avaient fabriqué des « gilets-livres pare-balles » pour se protéger des tirs. Ils entouraient des gros livres de tissus, les cousaient ensemble en forme de gilet. Tous les résistants et les civils qui vivent en ville utilisent ces gilets-livres pour aller d'un endroit à l'autre. Les balles, sont retenues, plantées dans les livres.

Par ailleurs, ils jetaient de la peinture sur les vitres des véhicules blindés. Ils avaient toujours une méthode alternative pour contrer chaque type d'attaque. Ils ont résisté comme ça.

Ils sont restés affamés des jours et des jours. Il y a eu beaucoup de difficulté de nourriture lors du blocus qui a duré des mois. Mais malgré cela, dans les barricades, dans les rues, en défendant maison par maison, ils ont essayé d'empêcher que l'Etat avance.

Mehmet Tunç est un nom important de la résistance et il est devenu un symbole. Comment le connaissais-tu ? Quel genre de personne il était, et comment est-il devenu un pionnier ?

Je connaissais Mehmet Tunç depuis mon enfance. Après, en 2009 il est devenu président de la commune. C'était quelqu'un qui prenait toujours place dans la lutte. Quand je suis sorti de la prison, on a recommencé à se voir.

Tu peux demander à n'importe qui de te parler de Mehmet Tunç, il te dira les mêmes choses. C'était une personne courageuse, qui ne faisait pas de concessions, qui pouvait mobiliser les gens, un pionnier. Pas seulement dans cette dernière période, mais en 2008, 2009 aussi... Dans les périodes les plus difficiles, Mehmet Tunç il était capable, rien qu'en passant d'une maison à l'autre, de mobiliser les masses pour la résistance.

Il avait fait cela plusieurs fois auparavant et pendant le couvre-feu de 9 jours aussi... Le quartier Nur était sur le point de tomber, te souviens-tu, Mehmet Tunç a parlé en liaison téléphonique en direct à la télé. Un discours bouleversant qui disait « le cercle s'est resserré ». La raison de ce discours émouvant était la désolidarisation de certains politiques, des jeunes. Les politiques sur place disaient « Nous sommes obligés de nous séparer des jeunes. Soit les jeunes quittent les lieux, soit c'est nous qui partions ». Mais Mehmet Tunç a fait un discours là bas et il a dit qu'il bougerait avec les jeunes, qu'il quitterait la maison où les

politiques se trouvaient. Ensuite, il a parlé avec les jeunes avec une telle verve qu'ils ont réussi à casser le blocus. Et c'est encore les jeunes qui ont sauvé ces politiques. Sinon, l'Etat, allait tuer dans cette période de 9 jours, au moins trois, quatre députés du HDP. Tous les tirs de canon visaient les maisons dans lesquelles les députés se trouvaient. Ils essayaient de mettre la main dessus. C'est grâce à la résistance des jeunes que les députés du HDP ont pu sortir de cette maison. Et c'est les paroles de Mehmet Tunç qui a donné la motivation aux jeunes.

Je voudrais raconter un autre souvenir qui me traverse l'esprit. Mehmet Tunç me l'avait raconté : Quand il était jeune, à 15 ans, les guérillas viennent dans son village. Les jeunes se réunissent. Ils disent « on veut se joindre à vous ». Ils les prennent tous, sauf Mehmet Tunç. Il demande « Vous avez pris tous mes camarades et vous me laissez... pourquoi ? Moi aussi je veux venir ! » Le commandant répond « Ne viens pas. Toi, tu es déjà avec nous. Tu nous es nécessaire ici. L'Histoire va te demander de faire des grandes choses. » Sa famille l'a marié aussitôt après cet événement. Il m'a raconté cette histoire il y a 20, 25 jours, quand je le voyais pour la dernière fois et il a ajouté « j'ai attendu des années, en me demandant quand le moment dont le commandant parlait, allait arriver. Pendant cette résistance, j'ai compris que ce moment est ce moment. »

Voilà Mehmet Tunç, un homme, avec sa grosse voix, apparaissant d'un coup sur un toit, un autre instant dans un salon, dans la rue, remontant le moral à tout le monde. Il ne faisait pas que parler, il était aussi travailleur. Mehmet Tunç était aussi celui qui portait du sable aux barricades, qui cuisinait, qui essayait de soigner la blessure d'un.e jeune...

Tu as connu beaucoup de personnes, et tu as plein d'histoires dans ta tête, je sais, mais si on te demande de nous en parler d'une, à qui penserais-tu ?

Je suis touché par toutes les histoires, mais je voudrais parler de Ramazan. Il a été massacré, lui aussi dans ce sous-sol.

Ramazan était un gamin qui vivait dans le quartier Yafes. Pendant la résistance de Yafes, il était là, il se balladait d'une barricade à l'autre. Il n'était pas un combattant, il n'avait reçu aucun entraînement. Mais, face à tout ce dont il était témoin, il voulait faire quelque chose. Puisqu'il n'avait que 16 ans, les jeunes ne l'acceptaient pas au front. Et, lui, il arrivait chaque fois à trouver un moyen pour venir près des jeunes. Il demandais « Je veux faire quelque chose, moi aussi. » A la fin, ils lui ont donné le devoir

de transférer les repas. Ils baladait alors la nourriture. Quand quelqu'un essayait d'aller au quartier, il les faisait passer par les endroits les plus sécurisés. Ils maîtrisait chaque coin, chaque passerelle de Yafes pour éviter les snipers positionnés. Ramazan était devenu le guide du quartier.

Quand le quartier Yafes est tombé, les habitants ont quitté la ville, mais Ramazan a dit : « *Je ne viens pas avec vous. Nous nous sommes retirés ici, mais je vais aller à Cudi et continuer là-bas.* » Quand il s'est rendu à Cudi, les jeunes lui ont dit eux aussi, qu'il était beaucoup trop jeune et n'ont pas voulu de lui, mais ils les a également convaincus. Cette fois ils ne lui ont pas attribué de rôle, alors il est allé à la Commune de Santé. En passant son temps dans cet endroit, il a appris les techniques de soins. Les derniers vingt jours, puisque les autres étaient tous massacrés, il ne restait plus que Ramazan qui était capable d'intervenir pour les blessés. A 16 ans, il était devenu leur médecin. Il soignait tous les blessés.

Qui étaient ceux qui ont été massacrés dans ce sous-sol ? On dit que la majorité était des étudiants...

60% du groupe était des étudiants. C'était des jeunes qui étaient sorti du congrès de DEM-GENÇ [Fédération Démocratique des Jeunes] la veille du couvre-feu, et qui n'avaient pas pu sortir de la ville à cause de l'interdiction. D'abord ils se sont dispersés dans tous les quartiers, et petit à petit, quand les quartiers sont tombés un par un, leur zone s'est limitée et ils se sont réunis à la fin à Cudi. Un autre groupe de jeunes étaient hébergés au centre ville, la police a fait une descente et les a arrêtés. Et ce groupe, craignant l'arrestation, est allée au quartier Sur. Ils sont restés plusieurs jours là bas. Quand la résistance a glissé vers ce quartier, les maisons où ils logeaient depuis le début se sont trouvées au milieu des affrontements. Quand la police a appris qu'ils y avait des occupants, il y a eu ce massacre. Si ces jeunes étaient venus au centre ville, ils auraient été effectivement arrêtés, c'est pour cela qu'ils ont senti le besoin de rester dans le quartier Sur. Ils restaient ensemble, ils pensaient que le couvre-feu se terminerait et qu'ils partiraient. 20 personnes étaient dans un immeuble et 30 dans un autre. La majorité des dépouilles sorties à la suite des bombardements, étaient celles de ces jeunes.

Actuellement, après tant de vécu, que ressentent les habitants de Cizre ?

Bien sûr dans la ville, une atmosphère de tristesse et de douleur règne. Les gens ont encore du mal à réaliser. Mais je dirai

aussi ceci : les gens sont actuellement décédés. Dans cette ville près de 250 personnes ont été tuées. La majorité des derniers tués étaient des étudiants, et avant, il y a eu beaucoup de morts, jusqu'à des enfants de 9-10 ans. La plupart de ceux qui ont été tués, étaient enfants de cette ville, et résistaient derrière des barricades. Parce qu'ils avait perdu eux-même leur proches et ils avait reçu cet héritage et étaient passés à la résistance. Maintenant, la seule chose que la plupart des habitants de la ville veut, c'est la levée du couvre-feu, puis récupérer et renforcer la résistance. Tout le monde pense « *Comment pourrions-nous organiser une résistance plus efficace ?* » Peu importe avec qui je parle, ils disent « *Comment puis-je revenir sur Cizre ?* », « *Comment peut-on mener un combat, pour demander des comptes pour nos frères ?* »

Je peux dire que dans la ville il y a une ambiance de vengeance qui règne. Les gens ont de grandes attentes du Mouvement de la Libération kurde, mais si leurs attentes ne se réalisent pas, il peut y avoir même des vengeances personnelles, et c'est fort possible. Il y a des familles qui ont perdu deux, trois proches. Trois frères et soeurs tués ensemble, ou des cousins, cousines... Je peux exprimer clairement que tout le monde attend les jours de vengeance.

Y-a-t-il un sentiment d'être battu ?

Non, parce que pour la plupart des gens, la mère, le père de ces gamins, leur famille ont vécu les années 90... Puisqu'ils ont payé le prix dans ces années là aussi, ils savent qu'on peut avancer sur ce chemin, même si on trébuche ou tombe parfois. Ce sont des gens qui savent bien, qu'après des centaines de morts, cette lutte ne se terminera pas. Cizre est une ville qui a connu des massacres périodiques durant ces quelques années mais qui arrive à résister chaque fois. C'est pour cela, que ces gens disent, comme je raconte, « *récupérons et demandons des comptes sur nos proches qui ont été massacrés.* »

Et toi, comment cela t'a-t-il affecté ?

J'étais revenu sur Cizre, il y a un an, après des années d'absence et les changements que j'avais vus m'avaient rendu heureux. La ville que j'avais quittée était une ville altérée dont chaque rue était scène de mauvaises choses. Mais ces jeunes avait construit une telle vie dans cette ville, que tu pouvais te comporter dans la rue, librement, aisément. Les problèmes de la ville étaient devenus faciles à résoudre en peu de temps. à la moindre mésentente, les jeunes intervenaient et dénouaient la situation. J'ai

même observé qu'il n'y avait plus une seule bagarre dans les quartiers.

Après, avec les attaques, j'ai été témoin de la façon dont les jeunes résistaient. Quand je les voyais résister derrière les barricades, dans des conditions très lourdes, je leur disais « *Comment je peux parler de vous comme vous le méritez ?* ». Il se tournaient vers moi et exprimaient toujours la même chose : « *Nous, ici, nous résistons. Nous écrivons l'Histoire. Oui, on peut être tués, et nous n'avons pas la chance de créer beaucoup de miracles face à la force de l'Etat, mais tu dois parler de nous. La seule chose que nous te demandons, est de raconter comment les jeunes de Cizre résistent.* » Voilà le testament que la plupart m'ont confié.

Bien sur que je suis affecté, comment ne pas l'être ? Mes meilleurs amis, des amis qui m'ont aidé, avec lesquels j'ai marché continuellement côte à côte, avec lesquels j'ai résidé ensemble dans toute cette période, ont perdu la vie. J'ai été obligé de quitter le sous-sol, juste pour envoyer une image, ensuite je n'ai pas pu y retourner, et eux, là-bas, ils ont perdu leur vie. Je suis resté affecté plusieurs jours, à ne pas pouvoir répondre aux appels. Mais quand je repense... Quand nous parlions [au téléphone depuis les sous-sol où ils étaient coincés et condamnés], ils disaient tous « *Que personne ne soit triste pour nous. Ceux qui veulent faire quelque chose, qu'ils s'approprient notre lutte pour laquelle on meurt, qu'ils prennent le flambeau.* » Ils disaient tous, cela, chaque fois qu'on parlait. « *Ceux qui ne partagent pas notre résistance, qu'ils ne partagent pas notre douleur non plus, qu'ils ne viennent pas à nos funérailles.* » Il ont répété cela aussi chaque fois : « *Nous ne voulons personne, que personne ne pleure pour nous. Si nous résistons jusqu'à la dernière balle, si nous ne rendons pas, ceux qui s'attristent pour nous, prennent exemple de nous, et qu'ils fassent quelque chose, qu'ils étendent la résistance.* »

Je suis affecté de mon côté, mais j'ai compris que je dois faire ce que je peux, pour rendre réels, leurs rêves, leurs espoirs. Mon objectif est de parler du massacre, et de leur donner de la visibilité.

Comme aimait répéter Mehmet Tunç, « *Cette lutte est une lutte de longue durée. Elle n'a pas commencé hier, elle ne se terminera pas aujourd'hui.* »

Je porte aujourd'hui en moi une part de chacun, un souvenir particulier, une posture personnelle.

Source

kedistan.fr



L'AUTO-DÉFENSE COMME PRATIQUE RÉVOLUTIONNAIRE AU ROJAVA, OU COMMENT DÉFAIRE L'ÉTAT

Traduction d'un texte de Nazan Üstündağ, sociologue à l'Université de Boğaziçi, Istanbul, rédigé à l'hiver 2016.

Vivre dans un pays comme la Turquie, où une guerre de faible intensité entre l'Etat turc et le PKK a coûté la vie à quelques 40 000 personnes, demande de se questionner sur la violence au quotidien. Certaines de ces questions sont soulevées fréquemment, comme celles concernant l'Etat et ses atrocités et comment la violence construit des subjectivités et des communautés. D'autres en revanche, qui interrogent la violence, sont restées taboues car elles conduiraient inévitablement à abandonner le confort d'une position humanitaire. Les questions les plus importantes parmi celles-ci concernent les rapports entre violence et résistance et violence et révolution :

— Est-ce possible d'atteindre une société, une politique, et une économie alternative sans l'usage de la violence ?

— Est-il possible de défendre ce que l'on a accompli sans une organisation militaire ?

Suite aux observations et interviews que j'ai pu faire dans le canton de Cêzirê^[1], je considère que l'exemple de la Révolution au Rojava en Syrie, et la manière dont l'auto-défense et la justice sont mises en pratique, poussent les féministes, les

socialistes et d'autres groupes d'opposition à repenser la violence et la loi ainsi qu'une répartition anti-militariste de la violence et de la justice.

La révolution du Rojava, à travers son autonomie démocratique, pose le challenge d'une politique de souveraineté et de biopolitique^[2]. Alors que l'autonomie démocratique suggère l'institutionnalisation d'une démocratie radicale, il faut la défendre contre les attaques du capital, de l'état et du patriarcat. La question du comment cette défense peut s'organiser sans reproduire la magie de l'Etat (Taussig 1997) et de la loi est cruciale pour la révolution. [...]

Apprendre de la guerre

Les idées d'Öcalan ne se sont pas formées uniquement par ses lectures mais également par ses expériences positives et négatives dans la lutte armée pour la liberté des Kurdes, initiée à la fin des années 1970. Selon les écrits d'Öcalan et les femmes de la guérilla que j'ai interviewées, la guérilla du PKK n'était pas loin de se transformer en un groupe mafieux ou paramilitaire au tout début des années 1990, quand la guerre au Kurdistan était des plus intenses. Les leaders de la guérilla qui monopolisaient le pouvoir, les armes, les routes commerciales, l'infor-

mation et les relations avec les villageois, compromettaient la voie gauchiste vers la libération. Les femmes et leurs luttes ont maintenu ces risques sous un certain contrôle tandis qu'elles commençaient à défier les structures patriarcales du PKK. Öcalan a facilité les luttes des femmes en les encourageant à former une armée et des institutions indépendantes en 1993. L'armée et les institutions des femmes n'ont pas seulement garanti la protection des femmes contre les hommes dans l'armée turque et la guérilla, elles ont aussi perturbé les canaux du secret, transformé les relations avec les locaux et développé une opposition efficace à l'abus de pouvoir.

Un autre développement de la guerre dans les années 1990 a contribué à ce qu'Öcalan fasse le point sur l'auto-défense. L'une des stratégies de guerre de l'armée turque était de terroriser les civils au moyen de déplacements forcés, de disparitions et de meurtres extra-judiciaires. Le but de l'Etat était de dépeupler le Kurdistan et d'empêcher la guérilla de recevoir un soutien logistique. Dans ses écrits, Öcalan critique durement cette période, expliquant que c'était une erreur que le PKK dépende exclusivement des villageois pour la logistique et les laisse ensuite sans défense quand l'Etat les frappait. Durant cette période, le PKK a souffert du fait qu'il n'avait pas organisé les villageois en unités d'auto-défense, tant sur le plan idéologique

[1] Le mot 'Rojava' veut dire 'ouest' en Kurde et désigne les zones peuplées de Kurdes en Syrie. Il est composé des trois cantons de Kobanê, Afrin et Cêzirê.

[2] Biopolitique est un néologisme formé par Michel Foucault pour identifier une forme d'exercice du pouvoir qui porte, non plus sur les territoires mais sur la vie des gens, sur des populations, le biopouvoir. [NdT]

que militaire. Pire, certains guérilleros du PKK ont échoué à se suffire à eux-mêmes de façon indépendante et se sont rendus dépendants des produits et de la nourriture des villageois, ce qui amenait ces derniers à prendre de grands risques. Rester à l'écart de la production et d'un travail d'autosuffisance a fait que ces membres du PKK sont devenus des sortes de seigneurs de guerre avec une souveraineté partielle.

La conséquence des critiques d'Öcalan et des luttes à l'intérieur du mouvement, a été, dans les années 2000, la création par le PKK d'une structure organisationnelle et idéologique qui empêcherait la ré-émergence de telles approches et pratiques autoritaires au sein des unités de guérilla. Pendant cette période d'autoréflexion agitée, l'autorité idéologique du PKK a diminué et s'est transformée en une force mythique dans la vie des gens (Üstündağ 2012) : il vivait en tant que nom auquel de nombreuses mémoires, histoires, désirs et envies étaient attachées. Les Kurdes, aussi bien ceux qui quittèrent le Kurdistan que ceux qui y restèrent, se retrouvèrent devinrent nostalgiques de la perte de leur foyer et/ou de l'éthique du PKK, cette dernière ne pouvant être reconstruite une fois que le PKK avait cessé d'être physiquement présent dans leur vie^[3]. Autrement dit, bien que le PKK fût efficace dans sa guerre contre l'Etat, il avait échoué à créer un corps social autonome moralement et politiquement.

Cependant, il y avait aussi des leçons positives à tirer de la guerre. Certaines des stratégies militaires victorieuses du PKK durant les années 1990 sont devenues une source idéologique et matérielle depuis lesquelles le récent paradigme de l'autonomie démocratique a pu forger les idées d'auto-défense.

Éparpillées parmi les vastes montagnes du Kurdistan, chaque unité de guérilla est partiellement autonome et doit dépendre d'elle-même pour la survie. Ces unités doivent être capables d'intégrer de nouvelles recrues, construire des abris, compter sur un armement léger, s'entraîner elles-mêmes militairement et idéologiquement, et se défendre elles-mêmes face aux lourdes attaques aériennes coordonnées de l'Etat turc. La connaissance intime des guérilleros de leur environnement et de leurs quelques possessions, ainsi que leurs relations étroites les uns avec les autres, sont souvent les seules défenses dont ils disposent.

Par exemple, quand l'armée turque a commencé à utiliser des drones pendant les années 2010 et causé un grand nombre de victimes au sein de la guérilla, quelques-unes de ces unités autonomes ont découvert accidentellement que se couvrir sous des parapluies noirs les prémunissait d'être détectées. Ce savoir s'est répandu très rapidement parmi les unités et est devenu une stratégie commune jusqu'à ce que l'armée découvre l'astuce. De tels exemples sont devenus des témoignages circulant largement au sein d'un peuple débrouillard sans Etat, qui doit compter sur ses propres moyens pour sa défense et son auto-gouvernement.

Il est également devenu clair que les unités autonomes de guérilla, en plus de causer d'énormes dommages à l'Etat, pouvaient avoir un impact social immense dans la région. Par exemple, après 2006^[4], des assemblées villageoises initiées par la guérilla ont de plus en plus remplacé les médiateurs traditionnels et les anciennes manières de résoudre les conflits, et les femmes de la région ont commencé à s'appuyer sur des collectifs organisés par des unités militaires non-mixtes féminines pour se défendre de la violence, des mariages forcés et des crimes d'honneur^[5]. A Lice, Yüksekova, Nusaybin, Cizre et Dersim, des assemblées villageoises, de concert avec la guérilla armée et des milices se sont elles-mêmes défendues en utilisant différentes tactiques contre les attaques de l'armée, incluant la construction de frontières fortifiées entre la Syrie et la Turquie et l'édification de barrages et de postes militaires. Ainsi, bien avant la révolution du Rojava, le nouveau paradigme de l'autonomie démocratique était déjà intériorisé et pratiqué par le mouvement aux confins de la Turquie, qui est le cœur du Kurdistan.

Enfin, le mouvement a également réalisé que la répartition du Kurdistan sur quatre Etats pouvait être vue comme une force plutôt qu'une faiblesse. Abandonnant son désir de former un Etat-Nation séparé, le mouvement a redéfini ses buts en considérant l'introduction de la démocratie, de l'égalité et de la liberté au Moyen-Orient comme un tout. Après l'enclenchement du processus de paix avec la Turquie en 2013, des rencontres se sont tenues avec les

Kurdes de différents Etats et avec les forces démocratiques en Turquie et en Europe pour des groupes et des réseaux fédérant les différentes actions en faveur des luttes écologiques, des droits des femmes et de la démocratie. Les associations pour les droits civiques des Kurdes, les femmes et les partis politiques ont accru leurs relations régionales, nationales et internationales et ont de plus en plus adopté un discours qui insiste sur les principes éthiques d'avenir ainsi que sur la souffrance passée de multiples groupes ethniques.

Tout comme les idées d'Öcalan n'ont pas été développées sur place dans le vide, la révolution au Rojava ne s'est pas développée comme un événement auto-explicatif, un événement de vérité instantanée. Il était en gestation depuis au moins trente ans.

Des plaines du Nord aux plaines de l'Ouest: la révolution au Rojava

La révolution au Rojava a commencé en juillet 2012 à Kobanê et s'est répandue immédiatement vers Afrin et Jazira. D'après les interviews que j'ai réalisées à Kobanê et Jazira, la révolution a commencé par la désobéissance civile. Lorsque des milliers de personnes se sont soulevées et sont allées au-devant des postes de l'armée gouvernementale, le petit nombre de soldats qui les gardaient s'est rendu sans objection. En janvier 2014, les cantons ont publié la Constitution du Rojava, dont l'accueil a été très favorable. Ce texte se veut un accord social volontaire entre les collectivités des différentes ethnies, sectes et religions.

Deux co-présidents de gouvernement, un parlement du peuple avec à sa tête un président et deux vice-présidents, dirigent chaque canton. Ces derniers, ainsi que les responsables du ministère, sont nommés par le Mouvement pour une Société Démocratique (TEVDEM)^[6], une coalition de différents groupes politiques qui est le principal acteur de la révolution. En formant ces gouvernements, TEVDEM prend soin de s'assurer que toutes les sensibilités politiques, les groupes religieux et ethniques soient représentés dans les gouvernements de canton et que l'égalité homme/femme soit atteinte à tous les postes de direction.

L'autonomie démocratique ne nie pas la légitimité des Etats déjà existants. Alors qu'aujourd'hui la présence de l'Etat central a diminué — et qu'à Kobanê elle a complètement disparu —, les gouvernements de canton feront partie d'une double structure de pouvoir une fois la guerre terminée et l'Etat syrien rétabli. Les assemblées,

[4] L'année 2006 est un tournant dans la lutte des Kurdes. Quand douze guérilleros ont été tués par l'Etat turc, s'en est ensuivi un large mouvement de rébellion régional protestait contre l'Etat mais aussi contre l'émergence des classes moyennes et des élites politiques au Kurdistan. Par la suite, la visibilité des guérilleros et leur impact dans les marges et les montagnes du Kurdistan s'est également accru.

[5] Un rapport publié en 2014 par *Bariş için Kadınlar* (Femmes pour la Paix) montre que lorsque les guérilleros ont décidé de se retirer suite au processus de paix, les femmes de la région se sont rendu compte qu'elles ne seraient pas capables de se défendre elles-mêmes et que la violence contre les femmes augmenterait dans la région.

[3] Cette nostalgie est devenue une force productive donnant de la force à la lutte des Kurdes pour leur visibilité et leurs droits dans les zones urbaines et auprès du gouvernement. Cf Üstündağ 2005.

[6] TEVDEM est une organisation de coordination pour les différents partis et organisations du Rojava qui participe à la réalisation de la révolution.

les communes et les académies sont plus importantes, car elles constituent ensemble une troisième structure de prise de décision pour les questions de production, de reproduction et de défense. Ce que je peux déduire des interviews menées auprès des membres du TEVDEM c'est que le lien qui unit le gouvernement du canton et les assemblées n'est pas conçu en terme de délégation mais comme de l'auto-défense. Cela signifie que l'objectif premier n'est pas d'obtenir que les assemblées soient représentées au sein du gouvernement, même si ça pourrait être le cas. Les assemblées, les académies et les communes seront plutôt les moyens par lesquels les localités pourront maintenir leur autonomie contre les gouvernements de canton, défaire les revendications étatiques de ces derniers et éventuellement s'approprier leurs fonctions, les rendant ainsi obsolètes.

L'organisation de la Défense et de la Justice au Rojava

Les Asayis. J'ai rencontré pour la première fois les Asayis^[7] (sécurité) en juillet 2014 quand j'ai franchi la frontière de l'Irak vers la Syrie ou plutôt du Bashur vers le Rojava comme l'appellent les kurdes. Depuis que le gouvernement fédéral kurde d'Irak est réticent à octroyer des documents officiels à l'entrée du Rojava et garde la frontière fermée, beaucoup de personnes comme moi sont contraintes d'utiliser des moyens et des connections informelles pour accéder à Cêzirê. C'est là que déjà, au moment de franchir la frontière, alors que les documents valent moins que la volonté et les relations informelles, l'on se rend compte de l'absence d'État au Rojava.

Mes contacts m'ont aidée à accéder à Jazira de nuit via le fleuve Tigre sur un petit bateau. Après nous avoir accueilli.e.s par des poignées de main fermes, des combattants des Unités de protection du Peuple (YPG)^[8] et des Unités de protection des femmes (YPJ) qui surveillaient la frontière nous ont conduit.e.s à l'académie des femmes, où les femmes qui participent aux assemblées, aux comités, au gouvernement, aux communes locales et aux académies reçoivent une formation révolutionnaire à propos de la liberté des femmes et du peuple. Cette académie de femmes, ainsi que l'académie d'asayis voisine, sont devenues la maison où j'allais

passer les jours suivants et depuis laquelle mes rendez-vous avec différents groupes allaient être organisés.

À l'époque du gouvernement syrien, Rimelan était le quartier général du gouvernement et les espaces à présent occupés par les académies étaient inaccessibles pour la plupart des gens à moins d'y être conduits dans le cadre d'enquêtes ou s'ils étaient convoqués par les autorités. Malgré le fait que la nouvelle disposition des lieux à Rimelan comporte toujours de nombreux checkpoints afin de protéger la population des attaques suicides de Daech, les académies sont ouvertes à toutes celles et ceux qui veulent y prendre part ou les visiter.

Nombre de jeunes recrues qui participent aux académies ont été torturées dans ces mêmes lieux où ils suivent à présent une formation; elles pointaient l'ironie qu'il y a à être à Rimelan en tant qu'étudiant.e.s et futurs "agents de police". Un endroit qui était auparavant principalement considéré comme luxueux et riche est devenu un symbole de modération, un "lieu collectif" où enseignants, étudiants et même officiers de tous grades font la cuisine, mangent, travaillent, nourrissent les animaux, cultivent des potagers et des jardins et rient ensemble. Beaucoup témoignaient du fait qu'occuper des lieux où ils et elles avaient auparavant été humilié.e.s et violenté.e.s était un rappel constant de ce qu'ils et elles ne souhaitaient pas devenir. Comme l'un d'eux l'a formulé : « nous agissons dans une logique de revanche. Mais la révolution a trop de valeur pour qu'elle puisse être sacrifiée pour des sentiments personnels » (personne anonyme, juillet 2014).

Dans leur imposant ouvrage sur la création de l'État dans la vie quotidienne, Akhil Gupata et James Ferguson (2002) avancent que dans la vie sociale, l'État est constitué à travers une organisation de l'espace symbolisée par la hauteur des bâtiments, les barrières et les checkpoints. L'existence matérielle et immatérielle de l'État comme entité séparée est toujours d'abord dépendante d'une appropriation de l'espace. Aussi, l'une des manières par lesquelles les Asayis tentent de ne plus être perçus comme étant des agents de l'État, passe par l'appropriation de l'espace : les chiens, les fleurs et les plantes sont les bienvenu.e.s ; la moitié des résident.e.s de l'académie sont des femmes ; les étudiant.e.s et les enseignants cuisinent et mangent au même moment. C'est cela qui rend Rimelan accessible au peuple.

Ce qui capte directement l'attention, à Rimelan comme dans le reste du Rojava, c'est que la population locale salue et discute avec les hommes et les femmes en uniforme - qui marchent dans la rue ou gardent un checkpoint - avec fierté et empathie. En Syrie, une majorité de la population kurde n'avait pas la citoyenneté et par conséquent n'occupaient jamais aucune fonction gouvernementale.

Beaucoup de ceux qui occupaient ces fonctions ont quitté la région en même temps que les groupes les plus riches après la révolution. La fierté et l'empathie qui est témoignée aux personnes en uniforme provient de l'effacement de la différence coloniale qui constituait l'État et la vie au Rojava sous le régime d'Assad et du sentiment que "ceux-là font partie de notre peuple". Plus encore, de telles pratiques de réciprocité effacent de la vie des gens la présence réifiée et fantasmée de l'État syrien, symbolisée par les uniformes éclatants portés par les militaires, leurs expressions ouvertement virilistes et par les palais où ils logeaient.

La première tâche des unités d'auto-défense des YPG et des YPJ est de protéger le Rojava des offensives du gouvernement et des organisations islamistes telles que Al-Nusra et Daech. C'est principalement elles qui ont protégé les Yezidis menacés de massacre par Daech en Irak et qui ont sécurisé leur évacuation. Cela a constitué pour ces unités une étape importante car depuis, non seulement elles ont endossé avec succès un rôle de défense au-delà des frontières mais elles ont également acquis une légitimité au sein d'autres sociétés et communautés. Plus tard, pendant la guerre de Kobanê, les YPG et les YPJ ont approfondi cette position internationaliste en invitant les communistes, les féministes et les démocrates du monde entier à prendre part à la guerre contre Daech.

Alors que les YPG et les YPJ s'internationalisent de plus en plus, l'objectif des Asayis est de s'implanter en profondeur. Dans une conversation que nous avons eue avec le chef des Asayis à Jazira et les deux chefs (homme et femme) de l'académie des Asayis à Rimelan, on nous a renseigné.e.s sur leurs plans futurs pour l'auto-protection du Rojava. Leur réclamation la plus appuyée concerne les armes lourdes et très visibles qu'ils portent. Ils espèrent les remplacer par de petites armes et éventuellement de se passer de ces armes complètement. Dans un futur pas si lointain, ils projettent que la défense soit totalement démocratisée et que les

[7] Les Asayis sont des unités de défense responsables de la paix et de la sécurité dans les villes et les villages. Les gens s'abstiennent de les appeler policiers dans la mesure où les membres des asayis ont eu des ennuis avec la police.

[8] Les YPG et les YPJ sont librement associées au TEVDEM et aux gouvernements des cantons et incorporent quiconque veut participer à la défense du Rojava, sans considération d'affiliation politique ou idéologique.

assemblées locales prennent ces tâches en charge.

La création de milices locales dans le canton de Cêzirê sous le contrôle du quartier et des assemblées de village se fait à un rythme lent. Selon le paradigme de l'autonomie démocratique, ces unités de protection de quartier composées d'hommes et de femmes de différents âges remplaceront tous les autres unités de défense centralisées. Alors que les YPG/YPJ et les sections de protection du PKK endossent un rôle humanitaire et international de plus en plus important dans la protection des opprimé-e-s contre les attaques militaires coloniales, capitalistes et destructrices, ces unités locales seront en charge des problèmes internes comme la violence envers les femmes, les conflits tribaux ou la toxicomanie. Les membres du TEVDËM, les responsables de canton, et les membres des Asayis insistent cependant sur le fait que le Rojava ne réalisera pas cet idéal tant que l'éducation révolutionnaire du peuple n'est pas achevée.

En effet, chacun.e au Rojava estime que l'éducation et ce que tout le monde appelle une révolution mentale à travers la pratique pédagogique sont les ingrédients clés pour soutenir une révolution concrète. Le colonialisme et l'occupation ont créé une personnalité particulière chez les Kurdes Syriens, que les acteurs révolutionnaires définissent comme aliénés et égoïstes. L'éducation est un moyen de cultiver une nouvelle subjectivité éthique contrecarrant ces personnalités colonisées.

Une part importante de l'éducation des asayîş n'est pas technique et traite de sujets comme l'histoire des femmes et leur libération, l'histoire du Moyen-Orient, l'histoire du Kurdistan, l'Etat, la vérité et la diplomatie. Loin d'être uniquement conceptuelles, les leçons sont aussi pratiques, impliquant des enseignements sur la vie dans la nature et comment gérer les situations de pénurie auxquelles les étudiant.e.s sont confronté.e.s en extérieur et on leur apprend à vivre sans électricité ni nourriture. L'auto-réflexion et l'autocritique constituent une autre part importante de ces enseignements : les personnes sont invitées à observer collectivement leurs envies de pouvoir, de vengeance et de conformité.

Une fois que les membres des asayîş prennent leur poste, on attend d'eux qu'ils aient un comportement égalitaire avec les gens et qu'ils ne soient pas trop présents dans leurs vies. Il y a de nombreux cas où des plaintes du public ont mené certains membres des asayîş à être punis. La

punition a plutôt un rôle éducatif et il n'est arrivé que rarement que des personnes soient exclues de leurs postes. En effet, la punition et l'application de la loi sont toujours débattues au Rojava, dans la mesure où c'est la loi qui produit et maintient la violence.

La démocratisation de la Loi : Maison du Peuple et Maison des Femmes

Les révolutionnaires du Rojava pensent que la démocratisation de la violence doit aller de pair avec la démocratisation de la justice. Ils rêvent d'une société où il n'y aurait plus besoin de juges, d'avocats ni de procureurs, et ils ont fait des progrès considérables pour parvenir à ce but. Toutes les assemblées de quartier ont des comités de paix et de justice chargés de résoudre les conflits. Si les conflits ne sont pas résolus à ce niveau, ils sont transférés aux maisons du peuple et aux maisons des femmes dans les villes et centre-villes. Les maisons des femmes s'occupent des violences contre les femmes : polygamie, mariages forcés et autres crimes impliquant des femmes.

Les maisons du peuple et les maisons des femmes du Rojava accomplissent la démocratisation et la profanation du jugement via la conversation, l'argumentation et la négociation, prenant des décisions au cas par cas et impliquant la communauté dans le processus de prise de décision. Je me réfère à la conceptualisation de la profanation de Giorgio Agamben (2007) et je veux la juxtaposer avec la magie de l'État, État qui s'approprie de manière exclusive la loi et la violence et ainsi s'impose de manière fantasmagique dans la vie des gens. Pour Agamben, l'idée de la profanation est de dépasser les séparations sociales et d'amener tout ce qui est réifié par l'État et le capitalisme aux gens pour qu'ils puissent l'utiliser librement. Cela mène, au Rojava, à une forme de magie différente : les gens se sentent attachés à la révolution et, ce faisant, se recréent eux-mêmes.

Certains membres des maisons du peuple et des maisons des femmes sont sélectionné.e.s par les assemblées de quartier, tandis que d'autres sont des professionnels du droit et diplômés de l'école du droit de Mésopotamie où ils reçoivent six mois de formation, et enfin d'autres sont des membres anciens et respectés de la société. Les décisions des maisons du peuple et des maisons des femmes ne sont pas contestées. Parfois leurs membres subissent des menaces. D'autres fois, quand elle est insatisfaite du résultat, l'une

des parties impliquée saisit les institutions judiciaires officielles du canton. Beaucoup d'affaires criminelles sont directement amenées au tribunal officiel. Dans l'ensemble, les statistiques de l'école du droit de Mésopotamie montrent que 90% des affaires sont résolues dans les conseils communautaires et les maisons du peuple.

La Scène : Guerre, Embargo, et Reconnaissance

Dans cette partie, je vais associer deux réflexions. La première est que, au milieu de la guerre et des troubles, la révolution du Rojava peut nous fournir des moyens de repenser la question de la violence et de la loi. L'expérience du Rojava, façonnée par trente ans de guérilla menée au nom d'un peuple colonisé, suggère une voie à suivre pour réaliser la profanation de la violence et de la loi par leur démocratisation radicale plutôt que par une adhésion irréaliste et libérale à la non-violence. Cela se produit à deux niveaux. D'un côté, à travers les PKK, YPG, et YPJ, des forces armées non-nationales et anticoloniales sont créées qui entendent garantir la sécurité de tous les peuples opprimés du Moyen-Orient. De l'autre côté, l'auto-défense est profondément localisée et son influence s'étend via les assemblées de quartier, les académies et les communes. Un processus similaire se produit dans le domaine légal. Alors qu'une constitution non-ethnique, écologique et prônant la liberté des femmes influence le cadre des pratiques, c'est au niveau local que la justice et la paix sont négociées et débattues.

Ma seconde réflexion trouve sa source dans la recherche en anthropologie de l'Etat, qui affirme que l'Etat est formé et reformé au quotidien. Par exemple, Michel-Rolph Trouillot (2003 : 79-95) considère que l'Etat est créé par ses effets, notamment par ses effets d'"isolement", d'"identification" et de "lisibilité". Aradhana Sharma et Akhil Gupta (2006) soulignent que la pratique quotidienne de la bureaucratie et la représentation sont constitutives de ce que nous appelons l'Etat. Dans chacun de ces schémas, l'Etat prend une forme fantasmagique, il devient un script pour l'exercice du pouvoir et englobe la société, séparant le social du politique. La politique est ensuite colonisée par la technique (le bio-pouvoir) et la métaphysique (la souveraineté). Appliquer cela à la terminologie d'Öcalan signifierait que c'est à travers la création de l'Etat en tant qu'entité séparée ayant des effets concrets que la société est affaiblie et que la

au Rojava :

♦ **Coïncé entre Daech et l'AKP.** Le 19 février, les QSD ont libéré la ville de Al-Shaddadi (Şeddadê), point stratégique pour Daech et leurs attaques contre les régions de Til Kocer, Til Hemis, Serekaniye, entre autres. Il s'agit aussi d'une région qui avait été transformée en marché aux jeunes filles et femmes yezidis kidnappées dans le but des vendre aux combattants de Daech. (Sources : kurdishquestion.com et kurdpress.ir)



♦ **Dans la nuit de vendredi 26 février, les gangs de l'EI ont lancé plusieurs assauts simultanés contre la ville de Girê Spî (Tel Abyad), qui est sous contrôle des forces YPG/YPJ.** Agissant de la même manière qu'à Kobané, les gangs de Daech ont attaqué depuis plusieurs fronts au même moment, notamment du poste frontalier turc de Akçakale, et de la campagne au nord de Raqqa (capitale de l'EI en Syrie). Les soldats turcs postés à la frontière ont laissé passer librement les combattants de Daech. Ces nouvelles attaques, en collaboration directe avec l'armée turque, arrivent peu de temps après la déclaration du premier ministre turc disant « Nous (la Turquie) ne reconnaitrons pas la trêve en Syrie. » (Source : anfenglish.com)

♦ **Au nord d'Alep, les forces YPG/YPJ venant du canton d'Efrin (Rojava) ont repris l'aéroport de Manakh, tenu jusqu'alors par le groupe islamiste al-Nusra.** (Source : kurdpress.ir)



politique et la morale sont remplacées par le gouvernement et le juridique.

En traitant des asayîş et des maisons du peuple et en donnant des exemples de leurs pratiques discursives et spatiales, j'ai démontré que ce n'est pas seulement par des moyens organisationnels que l'Etat est défait au Rojava mais aussi par une remise en question quotidienne. Cependant, ce n'est qu'une partie de la vérité. En raison de la guerre et de l'embargo et de la nécessité de se présenter eux-mêmes diplomatiquement sur la scène internationale, ainsi que de représenter les cantons comme systèmes émergents auprès de la population, les gouvernements de cantons finissent souvent par occuper les fonctions d'un État. Ils collectent de l'information, parlent au nom du peuple, gèrent l'économie du Rojava et souhaitent créer un système éducatif et de santé.

Par conséquent, face à ces problématiques, je pense que nous ne devrions pas parler d'un modèle au Rojava. Nous devrions plutôt parler d'un mouvement qui se situe dans une dialectique entre fonction d'Etat et société. Quand il parle des prétendues sociétés primitives, Pierre Clastres (1989) mentionne comment ces sociétés se défendaient elles-mêmes contre l'émergence de l'Etat, ce qui était toujours une possibilité intrinsèque à la vie sociale.

Les guerriers armés, les chefs polygames qui ont un accès inégal aux ressources, et les prophètes promettant une vie meilleure, ont toujours eu le potentiel d'être des figures dirigeantes, s'accaparant les fonctions de production, de reproduction et de défense face aux collectivités.

Les combattant.e.s contre l'EI, les officiers de canton qui conduisent la diplomatie et font les règles, et les cadres politiques incarnant l'éthique révolutionnaire ressemblent étonnamment aux guerriers, aux chefs et aux prophètes. Cependant, l'histoire de la modernité démocratique du peuple permet aux habitant.e.s du Rojava de garder ces figures sous contrôle : on aime et pleure les combattant.e.s aussi longtemps que ces combattant.e.s sont prêt.e.s à mourir pour soi, on surveille ce que consomment et possèdent les officier.e.s, et on utilise son propre savoir pour défier les connaissances des cadres du parti. Les écoles, les assemblées et les communes deviennent des espaces de plus en plus structurés où la société se défend elle-même non seulement de l'Etat qui se fait effacer mais aussi de celui qui menace d'émerger.

Source

saq.dukejournals.org

Une Commune au Rojava ?

Extraits d'un texte écrit à l'hiver 2016 par Alex de Jong, éditeur du journal Grenzeloos, de la IV^e internationale-section hollandaise.

Nous reproduisons des extraits de ce texte parce que nous voulons construire des liens de solidarité non pas dans l'angélisme ou le romantisme mais dans la construction commune d'un mouvement qui sait se remettre en question, qui sait entendre et formuler des critiques. Dans le texte suivant l'auteur doute notamment du fait que le modèle de confédéralisme se propage dans la région en raison des tensions existantes entre PYD et groupes arabes, et qui sont liées aux choix du PYD face à Bachar al-Assad.

Classe et économie au Rojava

[...] Le système capitaliste n'a pas beaucoup progressé au Rojava. C'est essentiellement une région agricole avec la présence d'une petite classe ouvrière

moderne. Mais le Rojava reste une région très productive. Dans la Syrie ba'athiste, le Rojava pouvait être comparé à une colonie intérieure. La région produisait des matières premières comme le blé et le pétrole qui étaient transformés ailleurs.^[1] Öcalan a décrit la situation socio-économique du Rojava comme étant composée, d'une part, d'unités économiques basées sur la famille, et d'autre part, d'une économie d'Etat.^[2]

La vision d'Öcalan d'une alternative socio-économique de ces conditions peut être décrite comme social-démocrate : « selon moi, la justice exige qu'un travail créatif devrait être comptabilisé en fonction de sa contribution au processus total de production. La rémunération du travail créatif, qui contribue à la productivité de la société, devrait se faire proportionnellement aux autres activités créatives. Garantir un emploi à chacun.e devrait devenir une tâche publique générale. Tout le monde

[1] Ismail Küpeli (ed.), *Kampf um Kobanê. Kampf um die Zukunft des Nahen Ostens*, Münster, 2015, p. 34.

[2] Quoted in RSL, p. 252.

devrait pouvoir participer au système de santé, d'éducation, au sport et à l'art, selon ses capacités et ses besoins. »^[3]

Les propositions économiques relativement vagues du PYD pour le Rojava peuvent être aussi considérées comme sociales-démocrates. Le but est d'arriver à une économie mixte avec une forte présence des services sociaux. Le «*Contrat social*» du Rojava déclare que les ressources naturelles et la terre appartiennent au peuple et que son exploitation doit être régulée par des lois.

En même temps, le contrat protège la propriété privée et personne ne devrait être exproprié.

Près de 20% des terres du Rojava sont entre les mains de propriétaires. Les anciennes fermes d'Etat ont été distribuées à des familles pauvres. La création de coopératives est encouragée par le Tev-Dem (Tevgera Civaka Demokratîk, ou le mouvement pour une société démocratique), structure gouvernementale du Rojava. A long terme, les coopératives devraient devenir le mode d'organisation majoritaire des entreprises.

Le PYD parle d'une nouvelle expérience au Rojava, une nouvelle sorte de révolution qui aurait tiré les leçons de l'échec d'autres mouvements passés. D'où la décision de ne pas exproprier les biens en utilisant la force, afin d'éviter l'autoritarisme qui a défiguré la tentative d'établir le socialisme par le passé. Le refus du PYD d'expulser complètement les forces de l'armée syrienne du Rojava, et donc de se joindre aux insurgés contre le régime d'Assad, est basée sur le même refus d'utiliser la force. Cependant, c'est le soulèvement contre l'Etat syrien qui a donné au mouvement kurde la possibilité de prendre le contrôle sur le Rojava, puisque le régime d'Assad a décidé de se concentrer sur le front contre les insurgés.

Nous devrions être attentifs à ne pas projeter d'idées euro-péo-centrées de révolution socialiste sur ce qui se passe au Rojava. Mais en l'absence d'une classe ouvrière qui dans sa lutte pour une auto-émancipation aurait pu être le moteur d'un changement social, il est clair que c'est le

[3] Öcalan, *Prison Writings*, p. 60.

PYD lui-même qui s'apprête à jouer ce rôle décisif. Avant d'être largement effacée par les contre révolutionnaires - le régime d'Assad d'un côté, et le djihadisme salafite de l'autre — l'auto-organisation était un élément important dans la révolution syrienne, comme le montrent les structures d'organisation par le bas qui avaient surgi en Syrie dans la première phase de la révolution.

Les comités, au Rojava, sont créés par une force politique, et non par des initiatives venant du bas vers le haut. Le PYD est la force dominante au sein du Tev-Dem. Les forces armées au Rojava (YPG, YPJ, et les forces de sécurité, Asayîş) sont formées par l'idéologie du PYD et prêtent serment à Öcalan.

La survie du Rojava vis-à-vis de l'Etat Islamique est sans aucun doute une victoire pour la gauche. Le mouvement Kurde mérite une solidarité concrète dans sa lutte pour l'autodétermination, d'autant plus qu'au Rojava le peuple essaie de construire une alternative progressiste. Il n'y a pas de contradiction dans le fait que la gauche occidentale puisse être solidaire du projet qui se construit au Rojava tout en gardant un œil critique sur ses limites. Le Kurdistan Syrien peut peut-être poser la question du dépassement du capitalisme, mais la réponse ne pourra être trouvée que dans un contexte plus large dans la région et en coopération avec d'autres forces.

Compte tenu des tensions entre le mouvement kurde et les mouvements arabes en Syrie et à l'étranger, cette perspective est de plus en plus difficile à imaginer. Le rôle décisif du PYD au Kurdistan syrien et son refus d'expulser complètement les troupes gouvernementales syriennes pour rejoindre l'insurrection contre Assad a conduit à des accusations de «*coopération*» avec la dictature. Différents groupes rebelles arabes, mais aussi d'autres groupes kurdes syriens, décrivent le Kurdistan syrien comme une «*dictature du PYD*. »

Quand des rapports sont faits sur les violations des Droits Humains, le premier réflexe devrait être de s'en préoccuper grandement. Amnesty International a sonné l'alarme avec des rapports disant que des unités de YPJ avaient chassé des

civils arabes.^[4] Le co-président du PYD Salih Muslim a admis que les combattants YPJ avaient fait une «*erreur*» en ouvrant le feu sur un groupe de manifestants dans Âmûde en Juillet 2014.^[5] Human Rights Watch a également publié un rapport critique sur la répression de manifestations au Rojava.^[6] Suite à cela, le Commandant des YPG Hemo a déclaré, que le choix de la date pour la publication du rapport d'Amnesty international était «*suspect à un moment où nous nous préparons à mener une grande guerre contre Daech*. » Laisser entendre que la critique ferait partie d'un complot fomenté par l'ennemi n'est pas très convaincant.^[7]

De telles accusations de violations des Droits Humains, ainsi que l'attitude du PYD vis-à-vis des interventions impérialistes, créent le risque de détériorer les relations encore nouvelles entre les Kurdes et les Arabes. La coopération entre le YPG et les forces de la Coalition, ainsi que sa proposition de coopérer avec la Russie, dont la plupart des bombardements ne visent pas Daech, peuvent être légitimées dans un combat pour la survie. Mais la gauche ne devrait pas fermer les yeux sur les conséquences que pourraient avoir une coopération avec les pouvoirs impérialistes.

Pour la gauche occidentale, la «*solidarité*» a souvent été synonyme de soutien et de sympathie pour les mouvements des Pays du Sud. Mouvements souvent fantasmés par les personnes de gauche occidentales qui projettent leurs rêves et leurs espoirs sur ces expériences lointaines. La déception, et la fin des collaborations, devenaient presque inévitables. Il a souvent été répété à la gauche qu'elle devrait apprendre des mouvements internationaux. Cela passe par considérer ces expériences dans toute leur complexité et leurs contradictions.

Source

<http://newpol.org>

[4] Amnesty International, «*We had nowhere to go: Forced displacement and demolitions in Northern Syria*, Londres, 2015.

[5] Thomas Schmidinger, *Krieg und Revolution in Syrisch-Kurdistan. Analysen und Stimmen aus Rojava*, Vienne, 2014, p. 186.

[6] Human Rights Watch, «*Under Kurdish Rule: Abuses in PYD-run Enclaves of Syria*», 2014.

[7] Idem.





Dilar Dirik est une militante kurde, journaliste et étudiante en doctorat à l'université de Cambridge. Ses recherches se concentrent sur le Kurdistan et le mouvement des femmes kurdes. Voici deux de ses textes...

OUBLIEZ L'ONU ! RENCONTREZ LES RÉFUGIÉ-E-S AUTONOMES AU KURDISTAN !

Dilar Dirik, le 5 octobre 2015.

Rejetant les discours victimisants, des camps de réfugiés soutenus par le PKK au Kurdistan ont pris le contrôle de leur destin en créant leur propre organisation autonome. Sans rentrer dans les débats brutaux et déshumanisants qui dominent la soi-disant « crise des réfugié.e.s », explorons une histoire différente de ces réfugié.e-s. Une histoire d'autonomie, d'auto-détermination et de prise de confiance en soi. Trois camps de réfugié.e-s au Kurdistan illustrent cette alternative radicale au statu quo.

Notre voyage commence à Makhmour, à quarante minutes en voiture d'Erbil (capitale de la région kurde irakienne). Ce camp est « un miracle » d'après les mots de ses propres habitantes. Il a été créé dans les années 1990 après que l'armée turque ait détruit des villages et poussé 100 000 personnes à l'exil, fuyant les massacres et l'assimilation forcée. A mille lieux de la réalité d'Erbil – décor de pacotille à l'américaine avec des panneaux publicitaires turcs – quand on entre dans le camp de Makhmour qui est gardé par des militant-e-s du PKK on sent une atmosphère différente : une vie collective.

A cause de la nature explicitement politique du camp – le PKK y est présent au grand jour – il a été déplacé plusieurs fois et fréquemment criminalisé, envahi et partiellement détruit au fil des années par l'Etat turc ou irakien, et même par le KDP (Parti démocratique Kurde) qui gouverne Erbil. Pour ces mêmes raisons, l'ONU n'a jamais apporté son soutien au camp.

De nombreux enfants sont morts suite à des piqûres de scorpions durant les premières années du camp, situé dans une zone désertique et hostile. Au fil du temps, malgré les attaques venant de l'extérieur, les gens se sont organisés et ont fait de ce désert un coin fertile. Chaque quartier ici forme une commune, qui chacune contient un groupe autonome de femmes. L'éducation – y compris le programme – comme les services de santé ou l'économie sont des sujets discutés et déterminés de manière autonome et indépendante du gouvernement régional d'Erbil. Toute l'infrastructure a été construite collectivement. « Chacun-e a placé une brique de chaque maison ici » dit l'histoire de Makhmour.

Le conseil des femmes d'Ishtar a été créé en 2003 afin de représenter les désirs et besoins des femmes. L'académie des femmes « *Martyr Jijan* » (du nom d'une femme du camp tuée par le KDP lors d'un soulèvement) organise des cours d'alphabétisation, d'auto-défense (philosophique et physique), de géographie régionale et mondiale, d'histoire des femmes, sur le confédéralisme démocratique, d'écologie, etc..

« Apprendre c'est prendre conscience » explique Aryen, qui enseigne à l'académie. « Il fut un temps en Mésopotamie où les femmes organisaient la société. Ce temps, au niveau de l'éthique et de l'égalité, paraît très loin. Nous voulons en tant que femmes faire revivre ces valeurs et donner de la force aux femmes pour résister et prendre conscience ».

Celles et ceux qui ont pu témoigné de l'invisibilité des femmes dans la ville ultra-patriarcale d'Erbil rencontrent ici des femmes extrêmement différentes : confiantes, dynamiques, heureuses – un signe frappant de l'impact qu'ont les environnements systémiques sur les femmes.

Bien que le camp soit sous protection de l'ONU, seul le PKK était là pour évacuer et défendre les gens quand Daech attaquait l'année dernière. Tous les adultes du camp savent manier un fusil et prennent des tours de garde la nuit.

Notre prochaine étape nous amène dans les montagnes du Sinjar (Shengal), la scène du dernier massacre des kurdes yézidis. « C'est clairement le dernier massacre des Yezidis » disent les gens ici, « si on se disperse dans la diaspora, ça sera notre fin, on cessera d'exister en tant que communauté. C'est pourquoi la seule solution est de s'organiser ».

C'est ce que de nombreuses personnes peinent à comprendre : l'attachement au territoire est un élément existentiel pour de nombreuses communautés, le déplacement implique l'effacement irréversible de leur histoire.

« En raison des trahisons et du manque d'organisation, on devient des victimes » explique un membre du Conseil Fondateur de Shengal, établi en janvier 2015, basé sur les principes du confédéralisme démocratique. « Maintenant on sait que si on ne se prend pas en charge nous-mêmes, personne ne le fera. »

Approximativement 40 000 personnes vivent aujourd'hui dans des tentes sur la montagne. « On a commencé par marcher de tente en tente pour se rendre compte des besoins basiques des gens. Progressivement, on a commencé à construire notre propre organisation à travers des comités dédiés aux questions de santé, de culture, d'éducation, d'économie, etc., au niveau des problématiques quotidiennes comme à plus long terme. Les femmes et les jeunes s'organisent de manière autonome. Très rapidement on est devenu une épine dans le pied du KDP, qui s'est retiré quand le massacre a commencé » a-t-il ajouté. Alors qu'il bloque l'accès aux autres, le KDP distribue ici l'aide internationale en son nom propre.

Notre dernier arrêt est le camp du Newroz (nouvel an kurde) qui a été créé en août 2014 à Dêrik (ville syrienne, appelée al-Malikiyah en arabe) après que 10 000 Yézidis aient fui depuis Shengal (Irak) vers le Rojava (Syrie) à travers le « corridor humanitaire » organisé par les YPG.

Lors de ma première visite du camp en décembre 2014, l'embargo du Rojava était total, il était imposé par l'Etat turc comme par le KDP. Il bloquait l'aide humanitaire, la nourriture, les couvertures et mêmes les livres aux frontières.

Suite à des pressions politiques, et particulièrement après la résistance de Kobané, quelques organisations internationales fournissent à présent une aide limitée, mais l'embargo continue. Le Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies a essayé de recréer le camp en accord avec ses concepts universels, négligeant le

fait qu'il y avait déjà une auto-organisation en place. Il s'est heurté à la résistance de l'assemblée du camp, et a été forcé de respecter ses demandes et de fournir le matériel nécessaire, que les gens coordonnent eux-mêmes.

Les institutions internationales sensées avoir pris en charge le camp ont souvent laissé ces gens être affamés, souffrir et mourir, en confiant l'aide aux agences étatiques. Cependant les réfugié-e-s qui se sont vues prendre tout ce qu'elles avaient, ont reconstruit ici une vie dans la dignité et la force.

En Septembre 2015, la photo du jeune Alan Kurdi de Kobané étendu noyé sur la plage, a réussi à toucher la conscience silencieuse de l'humanité. Mon ami Mehmet Aksoy écrit alors : « *Parfois le destin d'un enfant est écrit 100 ans avant qu'il naisse. Je ne parle pas de destin divin, mais de causes historiques et politiques, de pouvoir et d'économie, d'exploitation et de colonialisme* ».

Ce qui rend les corps comme celui d'Alan Kurdi si cruellement jetables c'est cet ordre du monde qui accorde plus de valeurs aux Etats-frontières qu'aux êtres humains.

Dans un monde dirigé par les États-nations, qu'est-ce qu'on peut attendre d'un système comme celui de l'ONU qui ne fait que respecter les ordres d'Etats qui sont la cause et la racine des massacres, génocides, nettoyage ethniques, déplacements de masses, pauvreté, guerres et destructions auxquelles on assiste aujourd'hui, parce que l'existence même de ce système les nécessite, surtout en tenant compte du fait que son centre de pouvoir les plus gros vendeurs d'armes au monde ?

Rendre les personnes déplacées dépendantes et dépolitisées, tout en menant un discours chauvin dans les pays d'accueil qui se sont établis à travers l'impérialisme, le racisme, la colonisation, le vol, l'exploitation, la guerre, les assassinats et le viol, est une stratégie de l'ordre international pour maintenir le statu quo raciste. Les camps de Makhmour, de Dêrik et de Shengal, qui rejettent les Etats-nations, racontent une autre histoire.

Sabriye, une femme de Makhmour explique : « *Ils nous craignent parce que nous tenons sur nos jambes. Nous ne faisons confiance à personne pour nous sauver. Nous prenons nos destins en main et nous créons notre auto-défense et notre système social. Nous rendons la vie plus douce en nous organisant par nous-mêmes* ».

Plutôt que de charité, les réfugié-e-s ont besoin de camarades qui les aident à combattre les causes des déplacement de populations (comme les invasions étrangères ou le commerce d'armes) et qui soutiennent leur processus d'autonomie. Le mois dernier, le père d'Alan Kurdi, a appelé à la reconnaissance politique du Rojava : « *Je vous suis reconnaissant pour votre sympathie, ça m'a donné l'impression de ne pas être seul. Mais une étape essentielle pour mettre fin à cette tragédie et éviter qu'elle se répète serait de soutenir notre mouvement d'auto-organisation* »

Le monde entier a pleuré pour le père d'Alan Kurdi, va-t-il soutenir sa politique aussi ?

Source

<http://dilar91.blogspot.fr>

au Başur :

♦ **Alors que les yezidis** ayant fui les massacres perpétrés par Daech commencent tout juste à revenir à la ville dévastée de Shengal dévastée, on apprend que le 27 février les gangs de Daech ont à nouveau attaqué la ville, cette-fois-ci avec l'aide de bombes chimiques. Ces attaques ont tué une centaine des civils et de Peshmergas (soldats de l'armée officielle de la région Kurde en Irak). C'est la deuxième fois depuis deux semaines que Daech lance ce genre d'attaque chimique sur Shengal. (Source : kurdishquestion.com)

LA RIPOSTE DES FEMMES YEZIDIENNES

La vieille expression Kurde, "Nous n'avons pas d'amies à part les montagnes", est devenue plus vraie que jamais lorsque, le 3 août 2014, les gangs meurtriers de l'Etat islamique attaquaient la ville de Shengal, massacrant des milliers de personnes, violant et kidnappant les femmes pour les vendre en tant qu'esclaves sexuelles. Cette période est connue comme le 73^{ème} massacre des Yezidi.e.s.

Des dizaines de milliers de Yezidi.e.s ont fui vers les montagnes de Shengal dans une 'marche de la mort' pendant laquelle beaucoup d'entre eux, et surtout des enfants, sont mort.e.s de faim, de soif et d'épuisement. Cette année, les Yezidi.e.s ont marché une nouvelle fois dans les montagnes de Shengal, mais cette-fois-ci pour manifester et montrer que rien ne sera comme avant.

L'année dernière, alors qu'ils avaient promis au peuple de sécuriser la ville de Shengal, les peshmergas du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK, parti au pouvoir dans la région Kurde d'Irak) se sont enfuis face aux attaques de l'Etat islamique, sans prévenir la population et sans leur laisser d'armes pour se défendre. Ce sont la guérilla du PKK, conjointement avec les forces YPG/YPJ du Rojava qui, malgré le fait qu'ils n'avaient que des Kalashnikovs et une poignée de combattant.e.s, ont réussi à ouvrir un corridor humanitaire, ce qui a sauvé la vie de quelques 10 000 personnes.

Pendant l'année entière qui a suivi cet événement, les femmes Yezidis ont été présentées dans les médias comme étant les simples victimes de viols. Les interviews innombrables posant portant sans cesse sur le nombre de fois où elles ont été violées et vendues leur faisaient revivre des moments traumatiques dans le but de nourrir un journalisme sensationnaliste. Les femmes yezidis ont été présentées comme le symbole même de la femme pleureuse et passivement soumise, la victime ultime des gangs de l'Etat islamique, le drapeau blanc féminin du patriarcat. Les présentations orientalistes des médias ont violemment réduit une des plus anciennes religions du monde à un nouveau champ d'exploration exotique à découvrir.

On passe sous silence le fait que les femmes Yezidis se sont armées et se sont alors mobilisées sur les plans idéologiques, sociaux, politiques et militaires dans le cadre de l'idéologie élaboré par le leader du PKK, Abdullah Ocalan. En Janvier, le Conseil de la Fondation de Shengal a été établi par les délégué.e.s Yezidi.e.s venant des montagnes ainsi que des camp de réfugiées, demandant un système d'autonomie indépendant du gouvernement central Irakien et du KRG. Plusieurs comités, centrés autour de thèmes quotidiens comme l'éducation, la santé, la défense, les femmes, la jeunesse et l'économie ont été mis en place.

Le Conseil, fondé sur les bases de la théorie de l'autonomie démocratique élaborée par Ocalan, a du faire face à une forte opposition de la part du PDK, ce même parti qui avait fui Shengal sans montrer aucune opposition à l'Etat Islamique.

Ce sont les YBS (Unité de Résistance de Shengal), les YPJ-Shengal, agissant de concert avec le PKK qui tiennent les

lignes de front contre l'Etat islamique au Shengal, sans accès aux armes fournies aux peshmergas par les forces internationales. Plusieurs membres du YBS et du Conseil de la Fondation de Shengal se sont aussi fait arrêter au Kurdistan Irakien.

Le 29 Juillet fut un moment historique lorsque les femmes de tous ages ont créé le Conseil des Femmes de Shengal (CFS), promettant que "L'organisation des femmes Yezidis sera une vengeance pour tous les massacres". Elles ont déclaré que les familles ne doivent pas empêcher la participation des femmes au mouvement, ni leur volonté de démocratiser et transformer leur communauté. Elles ne veulent pas simplement « racheter » les femmes kidnappées, mais les libérer par le biais d'une mobilisation active en établissant les moyens d'auto-défense non seulement physique, mais aussi philosophique, contre toutes les formes de violence.

Le système international dépolitise insidieusement toutes les personnes affectées par les guerres, surtout les réfugié.e.s, en les enfermant dans des discours qui les présentent comme n'ayant pas de volonté propre, ni de savoir-faire, ni de conscience politique. [...]

Une jeune combattante du YPJ-Shengal, qui s'est renommée Arîn Mîrkan en hommage à la martyre héroïne de la résistance de Kobanê, m'a dit : « Pour la première fois dans notre histoire, nous prenons les armes, parce que lors du dernier massacre nous avons compris que personne ne nous protégera ; nous devons le faire nous-mêmes. » Elle m'a expliqué comment les filles comme elle n'avaient jamais osé avoir des rêves, restant à la maison familiale jusqu'à ce qu'elles soient mariées par la famille. Mais, tout comme elle, des centaines de filles ont maintenant rejoint la lutte, comme par exemple cette jeune fille qui s'est coupé les cheveux, les a posés sur la tombe de son mari mort en martyr, et est partie rejoindre la résistance.

Le génocide des corps a beau être fini, les femmes ici sont conscientes d'un génocide "blanc", quand les gouvernements de l'Union Européenne, surtout l'Allemagne, cherchent à attirer les femmes Yezidis vers l'Europe, les déracinant de leurs lieux de vie sacrés et se servant d'elles pour leurs propres agendas. [...]

Il y a un an seulement, le monde était témoin du génocide inoubliable des Yezidi.e.s. Aujourd'hui, les mêmes personnes qui ont sauvé les Yezidi.e.s alors que le reste du monde les avait abandonnés sont en train de se faire bombarder, avec l'accord de l'OTAN, par l'allié de l'Etat islamique : l'Etat turc. Lorsque les Etats qui ont contribué à la création et la montée au pouvoir de l'Etat islamique promettent de détruire ce dernier, et en même temps de détruire le tissu social du Moyen-Orient, la seule option de survie est la mise en place d'une autodéfense populaire et d'une démocratie par le bas.

En passant dans les montagnes de Shengal, le plus beau signe du changement qui a eu lieu depuis un an dans cette zone dévastée, ce sont les enfants présents dans la rue et qui, à chaque fois qu'ils voient « les camarades » passer en voiture, chantent : « Vive la résistance de Shengal ! Vive le PKK ! Vive Apo ! »

Grâce à l'autonomie démocratique, ces mêmes enfants qui auparavant ouvraient leurs petites mains pour demander de l'argent lorsque les peshmergas passaient en voiture, lèvent maintenant ces mêmes petites mains en poignées et en signes de victoire.

Source

Extraits, texte publié le 21 août 2015 sur dilar91.blogspot.fr

Quelle solidarité ? Un appel de L'insoumise de Lille

Des brigades internationales se sont formées sur le modèle des brigades internationales qui combattaient le fascisme espagnol en 1936. Ce sont des brigades mixtes qui accueillent des hommes et des femmes. Le Secours rouge de Bruxelles avec d'autres organisations ont lancé une campagne de soutien à ces brigades internationales en lançant une souscription pour leur envoyer des pansements hémostatiques.

Nous lançons ici, depuis Lille, une « campagne soeur » pour collecter les fonds nécessaires à l'achat de 250 pansements hémostatiques que nous ferons parvenir aux YPG/YPJ.

Tous les frais de cette campagne (impression des affiches, coûts de fonctionnement Leetchi, etc.) sont pris en charge par les organisateurs : chaque euro récolté ira au Rojava !

Pourquoi des pansements hémostatiques ?

Aucune aide internationale n'est apportée au Rojava et 60 % des blessés par balle meurent d'hémorragie en attendant d'être pris en charge. Les pansements hémostatiques accélèrent la coagulation du sang et permettent de stopper rapidement une hémorragie. Et donc de sauver les vies de blessés. Chaque pansement coûte 40€ et c'est un matériel de guerre difficile à trouver depuis le Kurdistan. Nous achèterons donc les pansements en France et les enverrons directement aux YPG et YPJ. Une somme de 10 000€ permettrait de financer l'achat de 250 pansements hémostatiques.

Notre démarche

L'Insoumise est un espace autonome à Lille, occupé depuis 2012. Il s'y trouve une bibliothèque et une librairie, ainsi que des organisations d'événements : rencontres, débats, projections... Organisé de manière autogérée, avec le but d'amener des réflexions pour un changement radical de société. Parmi les nombreuses discussions que nous avons pu avoir, nous avons trouvé particulièrement inspirantes celles sur le Kurdistan et en particulier le processus révolutionnaire en cours au Rojava qui affirme des positions anti-nationalistes, assembléistes, égalitaires et dans lequel les femmes prennent une place inédite. Après avoir accueilli de nombreux invité.e.s, organisé des discussions et des projections, et face à l'horreur du fascisme patriarcal de l'EI, le collectif de l'Insoumise a décidé de lancer ce projet de soutien pour le Rojava.

Plus d'informations sur l'Insoumise : <http://www.linsoumiselille.net>





L'UNION EUROPÉENNE FINANCE DAECH : 3 MILLIARDS D'EUROS DONNÉS À LA TURQUIE !

*** suite de la p. 1

en Turquie, l'affirmation reprend tout son sens. Cette manne européenne ne serait qu'un chèque en blanc au régime d'Ankara et à l'idéologie de Daech en Turquie...

Gaëlle (française installée depuis plusieurs années à Istanbul et militante du HDP, le parti des Kurdes et de la gauche non nationaliste) : « Je pense qu'Erdoğan a bien joué son coup. Il a bien compris que la "crise des migrants" était la grosse peur de l'Union Européenne pour laquelle elle était prête à sacrifier beaucoup. Cet argent est censé servir à construire des camps ou à subvenir aux besoins des réfugiés en Turquie. Or, on sait dans quelles conditions survivent les réfugiés.e.s, syriens notamment, en Turquie : ils n'ont aucun droit au niveau juridique. La Turquie fait des effets d'annonce comme quoi ils vont scolariser les enfants par exemple, alors qu'elle se sert des réfugiés.e.s comme d'une "armée de réserve" au niveau économique. Pour Erdoğan, cet argent sert à s'acheter une impunité... C'est enfin une caution claire donnée au gouvernement par l'Europe, notamment dans sa politique contre les kurdes et tous les gens qui luttent dans ce pays. »

Baran (habitant de Diyarbakir, participant aux assemblées de quartier du mouvement, et père de deux enfants) : « On le sait tous, il n'y a pas de morale en politique. L'Europe profite de la Turquie, et réciproquement. La route vers la Syrie, en direction de Jerablus, n'est pas toujours pas fermée et les djihadistes de Daech continuent de circuler librement et pourront projeter des actions comme celles du 13 novembre à Paris. C'est pour ces raisons-là qu'il faut vaincre Daech. En ce moment, ceux qui combattent le mieux Daech ce sont les Kurdes et ils ont besoin du plus grand soutien. »

Firat (jeune kurde vivant à Istanbul, assigné en justice comme des milliers d'autres pour son militantisme politique par l'Etat turc) : « Chaque centime qui est donné par l'Union Européenne à l'État turc retombe sur les Kurdes sous la forme de bombes et de balles. »

Dans quelle mesure Daech pénètre-t-il les institutions en Turquie ?

Gaëlle : « Il y a une longue tradition en Turquie de pénétration de l'État par un tas de forces paramilitaires ou d'extrême-droites. Erdoğan est arrivé au pouvoir en promettant de nettoyer "l'État profond" avec comme discours : "Les musulmans sont minorisés dans ce pays, leurs droits sont bafoués, et d'ailleurs des islamistes sont en prison", etc. Il a fait en effet un certain nombre de choses dans ce sens : il a viré de l'armée, de la police des gens qui avaient commis des exactions durant la sale guerre des années 1990. Evidemment, au fur et à mesure, il a commencé à mettre ses propres éléments à lui. Au début, les partisans de la confrérie Fethullah Gülen, avec qui il était en alliance, qui ont commencé à infiltrer toutes les institutions de l'État, la police, la justice, l'éducation jusqu'à ce qu'il se fâche avec Gülen en 2013 et qu'il purge tous ses partisans des institutions. Au moment du fameux "tournant autoritaire" d'Erdoğan en 2010-2011, tous les gens de l'"État profond" ont été libérés. En 2011, avec l'insurrection syrienne, la Turquie a soutenu dès le début l'Armée Syrienne Libre et surtout les groupes islamistes armés. Au cours du temps, l'AKP a affiché un agenda de plus en plus islamiste, et non plus seulement islamo-conservateur, mais réellement islamiste. Avec la montée de l'État Islamique, ça a commencé à se voir très clairement, avec tout un lot de déclarations qui allaient de la sympathie – en disant que Daech

était inoffensif, que c'était "un groupe de jeunes en colère" –, au soutien plus effectif. Cette mutation a notamment été mise en avant par le journal Cumhuriyet, avec le cas avéré des livraisons d'armes de la Turquie aux islamistes qui combattaient en Syrie.

Une infiltration de gens qui sont proches ou qui se réclament de l'État Islamique s'est étendue au sein de la police et des forces spéciales qui sont envoyées au Kurdistan. C'est le cas de la fameuse 'Esedullah Tim', qui s'illustrent par les tags fascistes et racistes sur les murs des villes kurdes qui sont sous couvre-feu, notamment à Sur. Et qui sont un mix entre les nationalistes à l'ancienne, colonialistes, du genre "les kurdes doivent se taire, on va les soumettre", et le côté islamiste. Des personnes arrêtées disent avoir été interrogées par des policiers avec des barbes ultra-longues, ce qui est normalement interdit dans la police et chez les fonctionnaires en Turquie. Maintenant une bonne partie des policiers en civils ont des dégaines de daechiens : longue barbe, longs cheveux. Donc, il y a de plus en plus une proximité en terme idéologique et comportemental. Le 23 décembre, à Izmir, la branche femmes de l'AKP a envoyé une lettre d'invitation pour je ne sais plus quel colloque sur l'islam avec le logo de l'État Islamique. Ça a fait scandale, et elles ont dû retirer l'invitation en disant "Ah, nous n'étions pas au courant"... En plus de la proximité très forte entre l'AKP et l'État Islamique en terme de projet de société, tout un tas de faisceau d'indices font penser très sérieusement qu'il y a une organisation type État Islamique au moins au sein des forces de police et des hauts fonctionnaires. Les combattants kurdes au Rojava soulignent souvent que de nombreux gradés ou formateurs de Daech sont turcs, ou issus des services secrets turcs, le MIT.

en Turquie

♦ **Grève de la faim des prisonnier.e.s PKK et PAJK.** Des membres du PKK et du PAJK (Parti des Femmes Libres du Kurdistan) ont lancé, depuis le 3 mars, une grève de la faim à durée indéterminée, dans les prisons à travers la Turquie et le Kurdistan nord. Dans un communiqué, ils et elles déclarent qu'il s'agit d'un avertissement au gouvernement AKP, revendiquent l'arrêt immédiat de l'isolement d'Ocalan, l'arrêt des sièges et couvre-feux dans les zones d'autogestion et de résistance, la reconnaissance des demandes du peuple Kurde pour l'autogouvernance et la reconnaissance de leur statut politique. (Source : anenglish.com)

♦ **Attaques du TAK.** L'organisation « Teyrê Bazên Azadiya Kurdistan » [Faucons de la liberté au Kurdistan], scission du PKK, revendiquent deux attaques à l'Ouest de la Turquie. Premièrement, l'attaque au mortier le 23 décembre 2015 de l'aéroport Sabiha Gökçen d'Istanbul : ils touchent 5 avions de ligne vides... Et, deuxièmement, le 17 février 2016, l'attaque d'un quartier militaire dans le centre institutionnel d'Ankara : le bilan est de 28 morts, dont 20 militaires « hauts-gradés » (selon les autorités turques), 7 autres militaires et une journaliste, ainsi qu'une cinquantaine de blessé.e.s. Les TAK affirment vouloir cibler le tourisme, importance manne financière pour le gouvernement turc. Dans un communiqué le groupe déclare ainsi : « *Le tourisme est une cible majeure que nous voulons détruire. Nous conseillons aux touristes étrangers et turcs de ne pas aller dans les zones touristiques en Turquie.* »

♦ **Comme on l'a vu dans le premier numéro, le groupe TiKKO,** branche armée du TKP/ML (Türkiye Komünist Partisi/Marksist-Leninist) a déclaré une guerre ouverte à l'Etat turc et en solidarité avec le Kurdistan. Dans la nuit du 9 au 10 février, les militant-e-s du TiKKO ont mis le feu au bâtiment de l'AKP dans le district de Pendik à Istanbul. Dans leur déclaration de revendication de l'attaque, les militant-e-s écrivent : « *Nous allons continuer de renforcer la résistance contre les attaques visant spécifiquement le peuple kurde... Nous ne resterons pas silencieux.* ». Suite à l'incendie, des

centaines de membres des Forces Spéciales et plusieurs dizaines de voitures blindées ont envahi les quartiers de Pendik, effectuant des fouilles dans les lieux publics et tentant d'intimider la population. (Source : nouvelleturquie.com)

♦ **Le 5 mars, 2 membres du Parlement Autonome de Catalogne,** Mireia Vehi et Justo Revolta, ainsi qu'une activiste, Maria Juez, se sont fait refouler à l'aéroport d'Istanbul, alors qu'elles étaient en route pour le Kurdistan afin d'y rejoindre les festivités du 8 mars. Le KJA, à la tête de l'organisation de ces festivités, a publié un communiqué disant que « *la lutte pour la liberté et l'égalité que les femmes mènent pour leurs propres communautés et pour elles-mêmes ne peuvent être confinées par les frontières... Notre lutte commune continuera jusqu'à ce que la mentalité patriarcale et colonialiste soit effacée de ce monde une fois pour toutes.* » (Source : kongreyajinenazad.org)

♦ **Mouvement Populaire Révolutionnaire Uni établi pour une lutte commune.** Suite aux discussions en cours depuis décembre dernier, 10 organisations révolutionnaires de Turquie et du Kurdistan ont annoncé la création du groupe 'Mouvement Populaire Révolutionnaire Uni'. Les groupes qui font partie de cette nouvelle organisation sont les suivants : TKP/ML, PKK, THKP-C/MLSPB, MKP, TKEP-LENINIST, TIKB DEVRİMÇİ KARARGAH et MLKP. Un communiqué a été lu en turc et en kurde lors d'une conférence de presse. En voici quelques extraits : « *La république turque essaie de mettre en place une dictature de parti unique et de supprimer la totalité de l'opposition en rassemblant derrière elle l'ensemble des puissances traditionnelles, modernes, réactionnaires et fascistes... Si la lutte d'autogestion menée par les Kurdes est brisée, le gouvernement AKP réprimera dans le sang et avec la même violence et cruauté la totalité de l'opposition en Turquie. L'avenir des mouvements progressistes, révolutionnaires et travailleurs et de la résistance Kurde sont donc interdépendants.* » (Source : kurdishinfo.com)

Enfin, courant décembre, à l'université d'Istanbul et dans d'autres universités du pays, les étudiants islamistes ont manifesté ouvertement leur soutien pour Daech. Ils ont fait une manifestation devant l'université, protégée par les flics, avec pour banderole : « *Non au fascisme de gauche* » et leurs slogans disaient « *Ceux qui combattent en Syrie sont notre honneur* ».

Pour résumer, on peut dire que de manière indirecte l'Union Européenne finance Daech. En plus de financer un État raciste, fasciste et colonial, elle finance aussi Daech... »

Firat : « Ces derniers mois, il y a eu trois attentats attribués à Daech en Turquie, à Diyarbakir, Suruç et Ankara, qui ont fait des centaines de morts. L'Etat avait toutes les informations sur les personnes qui allaient commettre les attentats mais n'a pris aucune mesure particulière pour les éviter.

Il y a aussi des hauts cadres de Daech qui doivent comparaître devant la justice turque, mais ils comparaissent libres et sont libres de continuer à faire des allers-retours entre la Turquie et la Syrie. On sait aussi qu'ils ont des cellules partout dans le pays, à Antep, Konya, Kilis, Andıyman, etc., et l'Etat les laisse s'organiser tranquillement. En fait, sur la question du degré de pénétration de Daech au sein des structures de l'Etat, on peut dire que la mentalité de Daech est partout. On a un gouvernement qui clamait « *Kobanê va tomber, Kobanê va tomber!* » et qui s'en réjouissait. Un gouvernement qui se réjouit de voir tomber une ville attaquée par Daech, c'est un gouvernement qui est directement en collaboration avec Daech.

La seule raison pour laquelle aujourd'hui l'Etat Islamique n'est pas mis en échec c'est à cause du soutien économique de la Turquie. Daech vendrait du pétrole à la Turquie. On ignore quelle l'envergure du business, mais les pipelines qui arrivent de la Syrie en Turquie existent bel et bien. Le fait que les investissements aujourd'hui ne chutent absolument pas voire augmentent en Turquie malgré la crise économique, malgré l'instabilité du marché, c'est absolument contraire à la nature du marché normalement. »

Source

Extraits, 3 février 2016, nevarneyok.noblogs.org

Solidarité active ! Mettre la pression sur le régime fasciste turc

Intérêts turcs en France...

Un article publié sur le site Paris-Luttes.info recense les classiques lieux du pouvoir turc en France, c'est-à-dire l'ambassade et les consulats de Marseille, Nantes, Bordeaux, Lyon et Strasbourg... ainsi qu'un certain nombre de centres culturels turcs parfois très craignos et propose enfin une liste non-exhaustive d'agences de voyage faisant la promotion du tourisme en Turquie.

La liste complète est ici : <https://paris-luttes.info/mettre-la-pression-sur-le-regime-4863>

...et intérêts français en Turquie

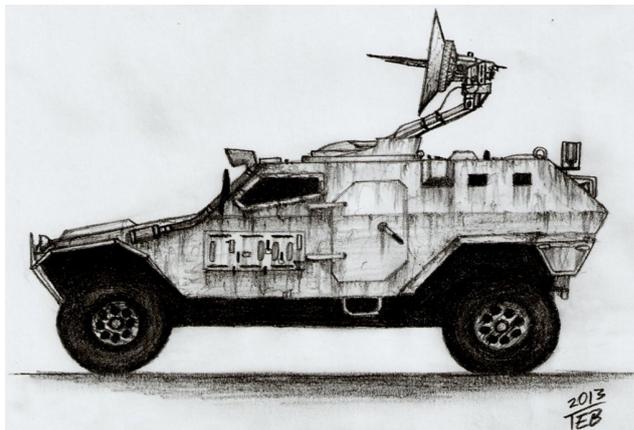
Le même article nous informe qu'un grand nombre de grosses entreprises françaises sont présentes en Turquie. En plus d'exploiter durement les prolétaires de Turquie, elles bénéficient actuellement du partenariat avec le régime fasciste turc pour maximiser leurs profits... Ces entreprises sont évidemment présentes un peu partout en France et on peut les trouver dans l'annuaire !

Aldautomotive (Location longue durée de véhicules, filiale de la Société Générale), Altavia (premier groupe international de communication commerciale dédié au retail), Alstom, Areva T&D, Aromatech (arômes alimentaires, basé à Grasse en PACA), Axa Assurances, Bel (la Vache qui rit etc), BNP Paribas, Carrefour, Ceva Santé Animale (laboratoire vétérinaire), Danone, Dassault Systèmes, Gefco, Groupama, Legrand, Pernod Ricard, Renault, Peugeot-PSA, Sanofi, Schneider Electric, Sodexo, Vicat (ciments), Vilmo-rin (semencier), Total, Veolia... Les équipementiers automobile sont aussi de la partie : Valeo, Faurecia, Plastic Omnium, MGI Coutier, Mecaplast, EM Technologies.

Et enfin, pour les fans des étiquettes "made in turkey", rendez-vous dans les boutiques Zadig & Voltaire, Decathlon, Celio, et Lacoste, pour ne citer que ces marques de vêtements ...

A propos des entreprises/Etats qui fournissent des armes à la Turquie

Un article, en anglais, recense les Etats et entreprises qui vendent matériel de maintien de l'ordre et plus au régime «fasciste» turc. Le constructeur automobile «Otokar» basé à Roissy, Ile-de-france, se fait remarquer pour sa fabrication des blindés, 'Akrep', des forces spéciales turques : Toutes les infos sur <https://corporatetwatch.org/news/2015/oct/23/turkish-police-murder-kurds-companies-still-make-profit>



Appelez l'office de tourisme turc

« Si vous avez 5 minutes à perdre, on vous conseille l'expérience de téléphoner à l'office du tourisme de Turquie et de demander innocemment s'il est prudent de se rendre dans le sud-est du pays pour visiter. Vous entendrez la réponse embarrassée du gentil ou de la gentille opérateur-trice qui a l'obligation de rester commercial et pro. Demander candidement des précisions sur la situation. Ecoutez poliment les explications tordues. Dire que vous avez lu sur internet que l'armée turque massacre la population et détruit la vieille ville de Diyarbakir. Le malaise monte d'un cran.

Puis pour soulager l'interlocuteur, demander si on peut aller en Cappadoce en toute sécurité. Il dira oui bien sûr. "Donc là-bas l'armée turque ne massacre pas la population?". Très grosse angoisse palpable de l'autre côté du fil. Puis remercier courtoisement en disant que ce n'est finalement peut-être pas la meilleure période pour faire du tourisme dans un pays fasciste. Et vous réjouir de la gêne occasionnée (pas pour le ou la pauvre employé.e qui n'y est sûrement pour rien, mais pour que cela se transmette à toute la structure et au-delà).

Office du Tourisme de Turquie - Tél. : 01 45 62 78 68 »





- Erdo et Ahmet [son premier ministre] discutent...
- C'était encore une semaine très intense...
 - Ouais, on a beaucoup travaillé.
 - Nous avons insulté le Tribunal constitutionnel.
 - Nous avons montré notre pouvoir au Sud-Est.
 - Nous avons mis la main sur le journal Zaman
 - Les requêtes pour la levée de l'immunité des députés HDP c'est bon
 - Nous avons fait interdire trois émissions sur CNN-Türk
 - Nous avons interdit les rues aux femmes pour le 8 mars
 - Attends, ce n'est pas encore fini. Travaillons donc un peu sur le projet de Constitution démocratique.

en Europe :

♦ Le 6 mars, environ 10000 personnes sont descendues dans les rues de Londres pour manifester contre la guerre que l'Etat turc mène au Kurdistan. La banderole de tête disait : « Halte à la guerre de l'Etat turc contre les Kurdes : Brisons le Silence ! » (Source : kurdishquestion.com)



♦ Du 21 au 26 février, a eu lieu un sit-in devant le Conseil de l'Europe, le Tribunal Européen pour les Droits de l'Homme et la Commission Européenne pour la Prévention de la Torture, à Strasbourg. Cette action a été organisée et menée en grande partie par le KCD-E (Congrès des Sociétés Démocratiques Kurde en Europe) et le TJK-E (Mouvement des Femmes Kurdes en Europe). Elle cherchait à la fois à briser le silence des institutions européennes face aux massacres de l'Etat turc, et à pointer du doigt la responsabilité des Etats européens. Suite à ces actions, une réunion a eu lieu entre une délégation Kurde, et Nils Muiznieks, Député du Conseil de l'Europe pour les Droits de l'Homme. (Source : anfenglish-com)

AGENDA

✌️ 18 mars — St Denis — 19h

Newroz à l'Attiéké : Soirée de soutien aux luttes des peuples du Kurdistan. 31 bvd Marcel Sembat 93000 Saint Denis.

✌️ 18 mars — Toulouse — 17h

Vendredi de la Solidarité au Centre Social Autogéré - Soutien à Rojava. 58 allées Jean Jaurès - 31000 Toulouse.

✌️ 19 mars — Vaour (Tarn) — 19h

Discussion sur le Kurdistan.

✌️ 20 mars — Marseille — 17h

Newroz 2016 à La Plaine (place Jean Jaurès) ! Venez fêter le Nouvel An Kurde ! À partir de 17h : stands, chants, musique et danses tout au long de la soirée...

✌️ 6 avril — Toulouse — 19h

Rencontre avec des membres du collectif Nevarneyok et de CQFD sur la situation au Kurdistan. À la librairie Terra Nova, 18 rue Gambetta - 31000 Toulouse.

GRANDE FÊTE
DU NOUVEL AN KURDE



NEWROZ

À LA PLAINES 2016

20 MARS 17H

→ ET AUSSI :
MANIFESTATION
19h → REFORMES !!

MUSIQUE, DANSE, CHANT... STAND : BOISSON & REPAS

POURQUOI CE MENSUEL ?

Nous voudrions, en publiant ce bulletin, mettre en mot et en acte notre solidarité avec les mouvements de résistance au Kurdistan. Malgré la complexité de la situation là-bas nous tenterons de rendre les articles aussi accessibles que possible, pour qu'on en parle, et pour que les mots et les cris de résistance des gens sur place puissent se répandre et se transformer en d'autres actes concrets, pour qu'on s'organise en solidarité avec ce mouvement en ayant d'autres informations et critiques que les « infos » prémâchées de la presse classique.

Si, collectivement, nous avons décidé de publier ce bulletin, c'est parce qu'au-delà de la vision romantique (réductrice) de la guérilla lançant des attaques depuis

les montagnes, nous entrevoyons les liens qui peuvent exister entre les révolutions sociales et politiques du Kurdistan Syrien (Rojava) et du Kurdistan Turc (Bakur) et d'autres mouvements populaires du passé et du présent. Que nous entrevoyons aussi ce que cette ré-organisation anticapitaliste, ouvertement féministe et auto-gestionnaire, d'une échelle sans précédent et ce malgré le contexte de guerre, peut avoir d'inspirant pour nos collectifs (qui, il faut bien le dire, paraissent bien bordéliques à côté !).

Nous pensons à toutes celles et ceux qui, dans leurs montagnes, dans leurs quartiers, à la campagne ou en ville, résistent et se battent pour que le peuple kurde, ainsi que ses luttes et sa résistance, ne se fassent ni

enterrer par les États et groupes fascistes du Moyen-Orient, ni récupérer par les puissances coloniales occidentales, dont bien sûr notre chère France fait partie.

Nous saluons aussi toutes celles et ceux qui se mobilisent déjà en Europe pour que cette révolution continue à faire écho ici, et pour qu'elle ne tombe pas dans l'oubli ni dans la déchetterie de l'ignorance générale créée par les médias classiques.

Nous espérons, enfin, que cette publication puisse donner, si petit qu'il soit, un souffle à l'élan de solidarité avec les mouvements kurdes, et que les mots puissent renforcer et nourrir nos luttes à nous tout-e-s, là-bas comme ici.



GLOSSAIRE

On parle souvent indistinctement du PKK pour désigner d'autres organisations qui en sont proches ou qui n'en sont que des parties.

BAKUR : 'Kurdistan turc'

DTK : « le Congrès pour une société démocratique » est une plate-forme d'associations et de mouvements du Kurdistan de Turquie qui développe depuis 2011 son modèle « d'autonomie démocratique ».

KJA : Congrès des Femmes Libres. Une des principales organisation du mouvement des femmes.

HDP : Parti Démocratique des Peuples. C'est un parti légal qui se présente aux élections. Le HDP est un front regroupant de nombreuses organisations révolutionnaires en Turquie, dont certaines ont des structures clandestines. Le HDP n'est pas un parti kurde mais il prend régulièrement la défense du PKK ou de son pendant syrien.

DBP : Parti Démocratique des régions. Le DBP est au Nord-Kurdistan

ce que le HDP est à la Turquie. HDP et BDP agissent comme des organisations soeurs.

HPG : Force de Défense du Peuple. Organisation armée.

YJA-Star : Unités des Femmes Libres. Organisation armée des femmes.

PAJK : Parti des Femmes Libres du Kurdistan. Organisation politique des femmes.

YPS : Unités de Protection Civile. Groupe locaux d'habitant.e.s armé.e.s.

YDG-H : Mouvement de la Jeunesse Révolutionnaire Patriotique. Jeunes armé.e.s pour l'autodéfense des villes et des quartiers.

ROJAVA : 'Kurdistan syrien'

TEV-DEM : "Mouvement pour une société démocratique", le gouvernement du Rojava.

PYD : Parti de l'Union Démocratique, parti kurde de Syrie. Il proclame l'autonomie du Rojava en novembre 2013.

YPG : Unités de Protection du Peuple. Organisation armée.

YPJ : Unités de Protection des Femmes. Organisation armée des femmes.

Asayîş : C'est le mot kurde pour 'sécurité' c'est la 'police' du Rojava.

Brigades Burkan el Firat : (ou Burkan al Furat) "Volcans de l'Euphrate", brigade unifiée de combattants de certaines fractions de l'ASL (Armée Syrienne Libre) et des YPG.

MFS : Conseil Militaire Syriaque. Groupe Syriaque/Assyrien/Chrétien, pro-YPG.

QSD : Fondée au milieu du mois d'octobre 2015, les Forces Démocratiques Syriennes (désignées comme SDF ou QSD) sont une alliance regroupant une quarantaine de groupes armés actifs dans le Rojava et dans le nord de la Syrie. L'alliance est multi-ethnique (Kurdes, Arabes, Turkmènes, Circassiens,...) et anti-islamiste. Les plus gros groupes composants l'alliance sont les YPG/YPJ (revendiquant 50.000 combattants) et le Jaysh al-Thuwar (Armée des Révolutionnaires, revendiquant 5.000 combattants).

BAŞUR : 'Kurdistan irakien'

GRK : Gouvernement Régional du Kurdistan, au pouvoir dans la région Kurde de l'Irak depuis la première guerre du golfe, forte alliée des Etats-unis et de la Turquie.

Peshmergas : armée régulière du GRK.

ROJHILAT : 'Kurdistan iranien'

PJAK : 'Partiya Jiyana Azad a Kurdistanê', le Parti pour une Vie Libre au Kurdistan est un groupe kurde iranien affilié au PKK.

TURQUIE

MLKP : Parti communiste marxiste-léniniste turc, pro-kurde. Il est interdit en Turquie. Il comporte une branche armée clandestine : le FESK.

TIKKO : guérilla urbaine, branche armée du Türkiye Komünist Partisi/ Marksist-Leninist (TKP/ML)

L'EXPRESSION DU MOIS

Grâce à Merhaba Hevalno, commencez à apprendre le kurde !



« Jinên azad ! »
signifie
« Femmes libres ! »

PLUS D'INFOS SUR LE WEB :

Visitez les sites KEDISTAN.FR,
NEVARNEYOK.NOBLOGS.ORG, SOLIDARITEFEMMESKOBANE.ORG,
TWITTER.COM/INFO_ROJAVA,
SUSAM-SOKAK.FR, etc...

À LIRE...

Un petit bouquin, publié par le collectif parisien Solidarité Femmes Kobané au retour de leur délégation au Bakûr, reproduit les paroles de femmes Kurdes et de porte-paroles du mouvement de femmes du Bakûr : <http://solidaritefemmeskobane.org>

... ET À VOIR :

Regardez ce film de 26min : *Serhildan, le soulèvement du peuple kurde* (<https://youtu.be/8KWJoBd29BE>)
Et aussi *Sa guerre à elle* (https://youtu.be/ZmNIG_nmQEO)